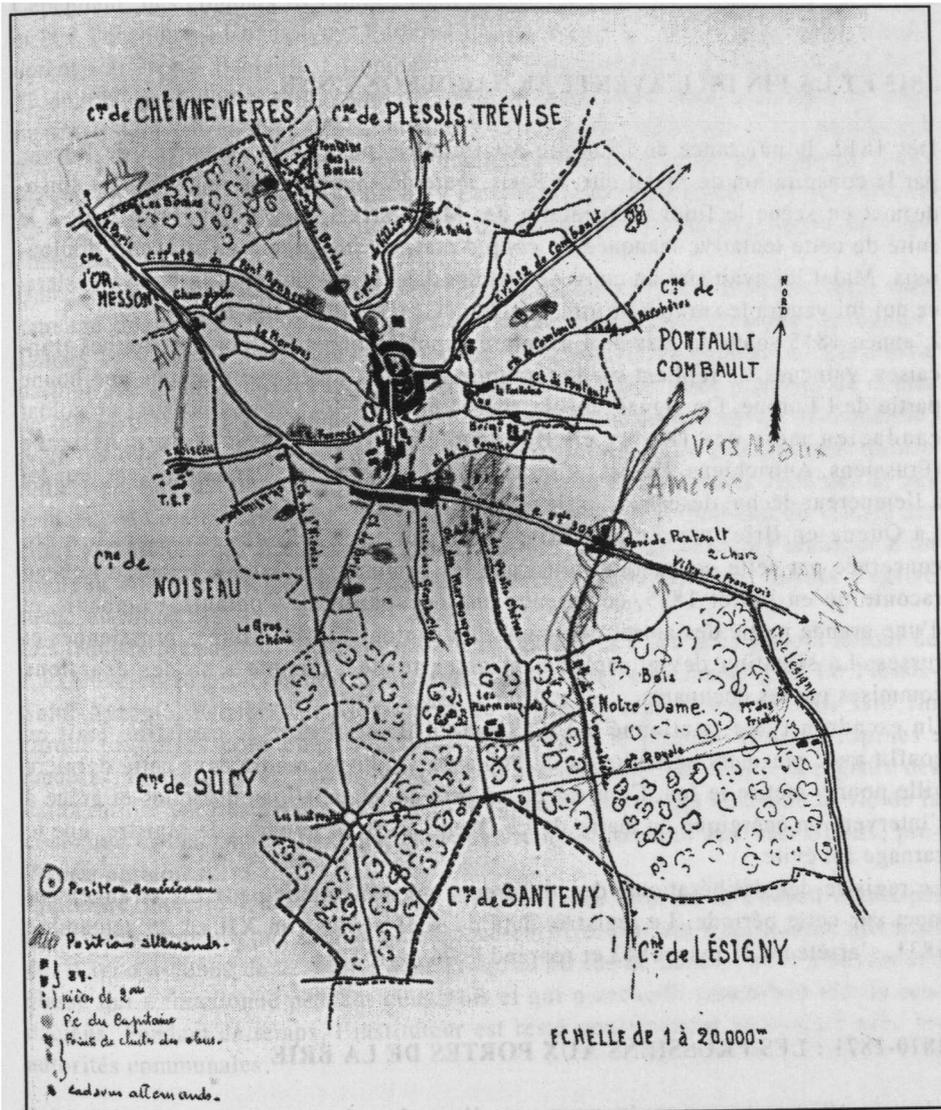


LA QUEUE-EN-BRIE DANS LA TOURMENTE



Dans le cadre de la recherche qui nous est proposée, nous distinguerons plusieurs périodes au cours desquelles la Queue-en-Brie a connu les méfaits des guerres et des occupations étrangères qui s'en suivirent, à quatre reprises, au cours des deux siècles écoulés :

- 1815 : fin de l'aventure napoléonienne
- 1870-1871 : guerre franco-prussienne
- 1914-1918 : Première Guerre mondiale (2/8/1914 - 11/11/1918)
- 1939-1944 : Deuxième Guerre mondiale (2/9/1939 - 8/5/1945)

1815 ET LA FIN DE L'AVENTURE NAPOLÉONNIENNE

Dès 1812, la puissance de l'Empire est ébranlée, pendant la campagne de Russie, par la conspiration de Malet qui, à Paris, tente de s'emparer du pouvoir. Cet épisode met en scène le futur propriétaire des Marmouzets, le général Hulin, qui, à la suite de cette tentative manquée de coup d'état, en conservera un souvenir douloureux. Malet lui avait tiré un coup de pistolet dans la mâchoire, et la balle y restera, ce qui lui vaudra le surnom pittoresque de : "Général Bouffe-la-Balle".

L'année 1815 sonne le glas de l'aventure napoléonienne. Partout, les troupes françaises, vaincues, se replient sur le territoire national, après avoir occupé une bonne partie de l'Europe. On signale même, dans l'un des registres paroissiaux, un soldat caudacien mort des fièvres en Hongrie. Les troupes de la Sainte Alliance (Prussiens, Autrichiens, Russes) s'installent en vainqueurs à Paris et dictent leur loi à l'empereur déchu, désormais exilé à Sainte-Hélène.

La Queue-en-Brie, proche de Paris, située sur la "route des invasions", a été concernée par cette occupation, ainsi que les communes voisines. Edouard Lebeau raconte qu'en juillet 1815, commença une occupation de Pontault, Combault, et d'une grande partie des autres communes du canton, par des troupes prussiennes et russes. La situation devint rapidement assez tendue, compte tenu des exactions commises par les occupants.

Un escadron russe, stationné à La Queue-en-Brie, et dont le capitaine était en conflit avec plusieurs agriculteurs de Pontault, voulut se rendre dans cette dernière ville pour y mettre le feu. Ce n'est qu'au prix de négociations difficiles et grâce à l'intervention énergique du maire de La Queue-en-Brie, le baron de Maistre, que le carnage fut évité.

Le registre des délibérations¹ des différents conseils municipaux est étrangement muet sur cette période. Le registre, daté du XIII ventôse an XII au 25 septembre 1831, s'arrête au 21 mars 1813 et reprend le 26 avril 1816.

1870-1871 : LES PRUSSIENS AUX PORTES DE LA BRIE

L'année 1870 restera sans doute comme l'une des plus dramatiques de l'histoire caudacienne contemporaine. Les armées prussiennes sont proches de Paris. Les combats de Champigny et de Cœuilly comptent parmi les plus terribles de cette période. La tentative pour desserrer l'étau prussien se solde par un échec sanglant. A La Queue-en-Brie, où l'on espérait voir arriver les troupes françaises, on ne voit

en fait défilent que des convois de blessés allemands, ramenés vers l'arrière des lignes prussiennes. La canonnade se fait entendre sans discontinuer. Le général Ducrot n'a plus qu'à repasser la Marne.²

Cependant, des combats très durs eurent lieu le 30 novembre à Villiers-sur-Marne et le 2 décembre à Champigny. Edouard Lebeau relate : " Ces engagements entraînent l'arrivée à Pontault, à Combault, à La Queue-en-Brie, par un froid de 10 à 12 degrés (sans doute au-dessous de zéro), de nombreux blessés français et allemands et leur entrée dans des ambulances hâtivement aménagées. Le transport fut mortel à beaucoup. A Pontault, six ambulances fonctionnèrent...et reçurent 1 195 blessés ou malades, tant à Pontault qu'à La Queue, du 3 décembre 1870 au 3 février 1871. On enterra dans le cimetière 132 Allemands et 18 Français, morts dans les ambulances..."

Dans sa *Chronique caudacienne*, Jean Roblin raconte : " Il y avait eu cette ruée sauvage des troupes allemandes dans le village, pour piller, détruire, incendier. Jamais La Queue-en-Brie n'avait offert un tel spectacle de désolation. Ce n'était partout que meubles brûlés, portes éventrées, caves vides, rues jonchées de débris de toutes sortes. Il y eut plus tard cent soixante-trois personnes qui réclamèrent, pour les dégâts et pertes subies, la somme exorbitante d'un million cent quinze mille francs. C'est dire combien avait été terrible le déchaînement criminel de ces soldats." A ce récit effrayant, il ajoute cette anecdote : " un habitant du village dut subir les sévices des troupes occupantes. On le fourra, paraît-il, à l'intérieur d'un tonneau et on lui fit dévaler, à toutes vitesses, la Grande Rue, depuis l'église jusqu'au Morbras."

Les troupes prussiennes s'étaient installées également à peu près partout autour de La Queue-en-Brie : Pontault, Ormesson, Noisy-le-Grand, Champigny, Le Plessis-Saint-Antoine, Ferrières,... Au moment de quitter la région, des convois sans fin furent organisés pour emporter vers l'Allemagne le produit de leurs rapines : meubles, vaisselle, vins, vêtements, objets d'art, tapis, etc. Là encore, le registre des délibérations est très discret, et en fait ne rapporte que ce qui concerne la vie de la commune caudacienne : budgets, chemins vicinaux, secours aux nécessiteux, problèmes agricoles,...

Toutefois, dans sa séance du 14 mai 1871, le maire informe le Conseil municipal que l'instituteur n'a pas exercé à La Queue-en-Brie, pendant l'occupation allemande. Il lui a ordonné de se replier dans Paris, au 10 rue de Lancry, où il a ouvert une classe qui a fonctionné pendant cinq mois et qui a accueilli trente-huit élèves caudaciens. Pendant ce temps, l'instituteur est resté constamment en contact avec les autorités communales.

1914-1918 : LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

En dépit des bruits divers et des on-dit incontrôlés, on se rendit bien vite à l'évidence que si "la mobilisation n'est pas la guerre", celle-ci devenait inévitable, sur-

tout depuis l'assassinat de Jean Jaurès, et La Queue-en-Brie, comme toutes les communes de France, se prépare à affronter des difficultés et des malheurs insoupçonnés.

Dans sa séance du 2 août 1914, le Conseil municipal, réuni en session extraordinaire par une convocation urgente, tient une séance publique sous la présidence du maire, François Boulinier. Celui-ci donne lecture de l'ordre de mobilisation générale, daté de ce même jour, et qui est immédiatement porté à la connaissance du public. Il est constitué une commission du ravitaillement à laquelle sont nommés messieurs Hudier, Pasquier, Lucien Morel d'Arleux. Le maire convoque, pour le jeudi suivant, tous les hommes valides et non mobilisés, à l'effet de former une garde civile durant la guerre probable. L'une des conséquences immédiates porte sur le pain : pendant la semaine du 2 août au 9 août inclus, le prix des deux kilogs de pain est fixé à quatre-vingt-cinq centimes. Les habitants de La Queue-en-Brie pourront s'approvisionner chaque jour, entre sept heures et onze heures.

Après ces premières dispositions, la vie quotidienne reprend ses droits, et les différentes séances du Conseil municipal ont toujours à traiter des questions habituelles : transports, subventions diverses, problèmes d'entretien de la voirie,... De temps à autre, la guerre ne se fait pas oublier et il faut faire face à des situations délicates de soutien, de secours, d'assistance,... comme pour "madame C. dont le fils Georges est actuellement soldat au bataillon d'Afrique" et ne peut subvenir à ses besoins. On lui accorde une allocation journalière de un franc vingt-cinq centimes. La situation se dégradant au fur et à mesure de la durée de la guerre, il s'avère nécessaire d'attribuer des aides de chômage. La somme globale votée par le Conseil municipal, dans sa séance du 10 janvier 1915, se révèle insuffisante, aussi décide-t-on de créer "des bons de chômage pour venir en aide à la classe laborieuse, les hommes exceptés. Ces secours concernent les femmes et les jeunes filles âgées de plus de seize ans, domiciliées à La Queue-en-Brie, et remplissant des conditions très précises de domiciliation, de temps de chômage,...". Cette aide se monte à trois francs par jour sous la forme d'un bon de vivres. Une somme de cinq cents francs sera attribuée dans les mêmes conditions au cours de l'année 1916.

Le 30 mai 1915, sur la demande du sous-préfet, le Conseil municipal nomme un délégué et un suppléant destinés à constater les dégâts occasionnés par la guerre : messieurs Boulinier et Morel d'Arleux.

La lecture des registres de délibérations du Conseil municipal provoque parfois quelque étonnement : à la date du 13 juin 1915, contresignée par le maire, le secrétaire avait noté que la réunion du Conseil aurait lieu le dimanche 20 juin 1895! Aucune rature, aucune correction,...! Au cours de cette séance, il a été attribué une somme de cinquante francs pour les réservistes, inscrite au budget primitif de 1916. La même somme est dévolue aux familles des réservistes; puis toujours cinquante francs, en juin 1916, pour " les orphelins des armées." Toujours soucieux de faire le bien, le Conseil municipal attribue " une somme de vingt francs en faveur de l'œuvre d'assistance aux mutilés des armées de terre et de mer de Seine-et-Oise."

Le 25 mars 1917, le Conseil accepte le " cadeau " du ministère de l'Agriculture,

c'est-à-dire cinquante quintaux de plants de pommes de terre, à prendre en gare de Villeneuve-Saint-Georges. Il faudra cependant rembourser, en nature ou en argent, pour le 1er décembre 1917, au plus tard. Il s'agit de favoriser la remise en culture des terres abandonnées et non cultivées, en raison des événements.

Au cours de cette période, le départ des instituteurs pour la guerre, laissa de nombreuses classes démunies, confrontées à de sérieuses difficultés de fonctionnement, à un tel point que le 12 août 1917, le Conseil municipal dépose une demande de sursis en faveur de l'instituteur communal.

“ Considérant que :

- la classe de garçons réunie à la classe des filles depuis trois ans sous la direction de l'institutrice forme un effectif d'élèves augmentant chaque jour à la suite de l'arrivée constante de réfugiés

- l'institutrice ne peut plus, malgré tout son courage, assurer efficacement le service dont elle est chargée depuis la mobilisation, puisqu'elle a dû à plusieurs reprises quitter momentanément son travail pour cause de maladies provenant d'une fatigue excessive

- l'instituteur indispensable à l'école serait également très utile pour le service de la mairie de plus en plus chargé en raison du grand nombre de réfugiés, des fréquents passages de troupes et du travail occasionné par le ravitaillement

délibère et prie le Préfet de demander une mise en sursis pour l'année scolaire du 1er octobre 1917 au 31 juillet 1918, en faveur de l'instituteur communal, Batisse Jean Maurice, classe 1896, n° matricule 11 347; 4e compagnie du 19e escadron du train au convoi administratif de la 15e division coloniale, section 173.”

Lors de ses séances des 12 novembre et 9 décembre 1917, le Conseil municipal vote plusieurs délibérations destinées à secourir les gens dans le besoin, en attribuant des fournitures sous forme de :

- chaussures aux enfants des familles de mobilisés

- distribution gratuite de chauffage aux familles allocataires des mobilisés de la commune et à celles dont le soutien est mort pour la France

- l'achat, sur proposition du bureau de Bienfaisance, de trente-deux paires de galoches destinées aux enfants des écoles dont les pères sont mobilisés ou prisonniers.

Le 17 février 1918, décision est prise d'envoyer des colis aux prisonniers pour les fêtes de Pâques, cet envoi n'ayant pu avoir lieu pour les fêtes de Noël et au jour de l'an, comme il avait été décidé par une précédente délibération, dans la limite de vingt francs par colis.

Apparemment, on ne trouve, dans les registres de délibérations, aucune mention de l'armistice du 11 novembre 1918. Cependant, à La Queue-en-Brie, on en a ressenti les effets de façon plutôt brutale : des troupes redescendent du front et stationnent dans notre commune du 24 au 30 novembre 1918. Là, les soldats “se défoulent” de leurs années de souffrance et laissent exploser une sorte de folie collective qui se traduit par des dégâts considérables. Plus de dix propriétaires réclameront le remboursement des dommages causés : parquets arrachés, une quarantaine de vitres bri-

sées, cloisons défoncées, cheminée démolie, portes et carrelage démontés.

On note la tenue d'une réunion le 1er décembre au cours de laquelle, le Conseil municipal décide d'allouer "une somme de quinze francs et cent kilos de charbon à chacun des prisonniers militaires de la commune à son retour de captivité et pendant la durée de sa permission de trente jours, et appartenant à une famille nombreuse et nécessiteuse".

Le 16 février 1919, une somme de deux cents francs est accordée à monsieur Sauvage, conseiller municipal à Pontault, pour les services rendus au secrétariat de la mairie de La Queue-en-Brie, pendant la guerre.

A l'occasion du cinquantième anniversaire de la République, il est proposé, au cours de la séance du 24 octobre 1920, de procéder, le 11 novembre, à la remise de diplômes aux familles des militaires décédés pendant le cours des hostilités, suivie d'une manifestation au cimetière sur la tombe des militaires morts pour la France, où une palme sera déposée.

Les conséquences de la guerre se prolongent dans le temps et obligent le Conseil municipal à faire face à certaines situations délicates. Il faut prévoir le versement de secours sous des formes diverses : allocations, subventions, tant aux individus qu'aux associations de mutilés, réformés, veuves de guerre.

Quelques années plus tard, entre 1923 et 1927, on procède toujours à l'élevage des pigeons voyageurs qu'il faut déclarer. C'est ainsi qu'à la Queue-en-Brie, monsieur Henri de Ravel, contremaître à la briqueterie Dandois, élève, selon les années, entre dix et quarante pigeons, certains étant entraînés et d'autres pas. On doit aussi indiquer, sur la feuille de recensement, dans quelle direction leur entraînement doit les conduire.

1939-1945 : LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

On préférerait dire la Seconde Guerre mondiale! Mais l'Histoire est si pleine d'imprévu! Déjà, la Première avait été qualifiée de "der des der"! On a vu ce qu'il en a été.

LA QUEUE-EN-BRIE OCCUPÉE

Notre cité, comme tant d'autres, connut les heures sombres de l'occupation étrangère. Toute liberté était étouffée sous la puissance aveugle du nazisme. Les conditions de vie, toujours difficiles dans ce genre de situation, suscitent des récits parfois contradictoires, chacun croyant agir en son âme et conscience.

Le Conseil municipal est réuni en séance extraordinaire le 2 septembre 1939 à 18h30. Tous les conseillers sont là, sauf messieurs Canu, Froger³, Trespeuch, déjà mobilisés. Le maire, monsieur Lafenêtre, informe le Conseil de la situation du ravitaillement de la commune. Il est décidé de réquisitionner une camionnette pour aller chercher de la farine chez le fournisseur habituel du boulanger. Celui-ci ne passera plus à partir du lundi chez les clients qui viendront s'approvisionner à la

boulangerie. Monsieur Debaune remplace monsieur Froger, mobilisé, et s'occupera de diriger le corps des sapeurs-pompiers. Monsieur Morel d'Arleux recevra des instructions de monsieur Mercier à Villiers-sur-Marne, et des vivres pour les évacués de la Seine qui pourraient se présenter.

La vie se poursuit tant bien que mal et, au travers des comptes-rendus, on peut mieux comprendre certains aspects de ces moments difficiles pour la population.

Le 16 novembre 1939, après une longue liste de considérants, le Conseil émet le vœu d'une plus grande égalité dans la répartition des allocations militaires. Le 21 décembre, il est décidé d'allouer aux militaires mobilisés, et donc sans ressources, une somme de vingt francs pour les fêtes de Noël et du jour de l'An. Par ailleurs, un pot-au-feu d'un kg sera distribué aux indigents de la commune.

Ceux qui ont vécu cette sombre période se souviennent combien il était difficile de se procurer de la nourriture. Il fallait se "débrouiller", en parcourant des distances considérables, à pied le plus souvent, parents et enfants poussant ou tirant une carriole ou une brouette, où l'on avait pu entasser quelques légumes, miraculeusement récupérés, chez un parent ou un ami. Aussi, le 16 février 1941, le Conseil décide d'informer le préfet que :

1°- la dernière livraison de charbon a été faite le 17 décembre 1940 et que depuis cette date, rien n'a été attribué à La Queue-en-Brie, bien que l'hiver soit exceptionnellement rigoureux : seulement les numéros J 2 de la carte de charbon ont été servis.

2°- la boucherie n'a pas été rouverte et les habitants sont obligés de se ravitailler en viande dans les communes environnantes.

En conclusion, "le Conseil serait reconnaissant au Préfet de vouloir bien faire le nécessaire pour ravitailler la commune en charbon et en viande."

Parfois, la réalité historique du moment fait surface et confronte les hommes à des situations et des prises de position qui s'adaptant aux circonstances. A la date du 15 novembre 1941, on peut lire la déclaration suivante : " Le Conseil municipal réuni aujourd'hui 15 novembre à 18 h adresse à Monsieur le Maréchal Pétain, chef de l'Etat français, l'expression de son profond respect et de sa vive gratitude pour l'œuvre de rénovation nationale qu'il a entreprise, donnant ainsi la preuve de son affection pour les Français. Il l'assure de toute sa confiance et de tout son dévouement."⁴

Le 7 mars 1942, le Conseil observe une minute de silence à la mémoire des victimes du bombardement de la nuit du 3 au 4 mars. D'autre part, il adopte le statut du personnel communal, suivant en cela la circulaire préfectorale du 4 décembre 1941.

Rien de très marquant par la suite, dans ces registres, puisqu'on se retrouve au 3 février 1944, date à laquelle le comité d'assistance aux travailleurs français en Allemagne est rattaché au comité cantonal de Boissy-Saint-Léger. Le 4 août 1944, une somme de cinq cents francs est accordée pour secourir les victimes des bombardements dans le département.

De son côté, Monsieur Carré raconte comment les Allemands tentaient de pourchas-

ser les enfants juifs réfugiés à La Queue-en-Brie.

“Tournée des “feldgendarmes” -la poitrine ornée de leur “collier de chien” :

-Monsieur le Maire : combien d'enfants juifs?

-Aucun, il n'y en a pas dans la commune.

-Ah! bien! Monsieur le Maire!

Et il fallait voir leur mimique et les entendre dire avec une espèce de férocité haineuse : “Oh! Youdis!”

Sacoche refermée, salut et claquements de talons.

La réponse péremptoire du Maire leur avait évité le pire destin. Pensez que sept ou huit gamins étaient en pension dans le village -une pauvre gamine pleurait continuellement en classe : de quel atroce spectacle avait-elle été le témoin? Pendant longtemps, on tremble pour eux, après avoir averti les nourrices de la situation et leur avoir donné quelques conseils.”

“ Vers la fin 1944, l'un d'entre eux, à la rentrée de 13 h 30 me saute au cou avec effusion, me lançant : “ Monsieur Carré, ma mère vient d'arriver! ” (mais pas son père ni son frère aîné).”

D'ailleurs, pendant les années 1940 et 1941, des notes préfectorales⁵ affluent dans les mairies, reprenant les ordres du gouvernement Pétain. Elles sont essentiellement constituées d'interdits à l'encontre des Israélites : interdiction d'accéder à tous emplois d'ouvriers, dans les secteurs administratif, technique ou autre et qui aboutissent à l'exclusion des Juifs du personnel communal, ce qui est confirmé le 18 octobre 1941, par une note du cabinet du préfet de Seine-et-Oise qui interdit l'accès de toute fonction ou emploi aux Juifs. Ceux qui sont en place doivent cesser immédiatement toute activité. Déjà, une note du 21 mai 1941 leur avait interdit de pratiquer les professions de représentants de commerce, de marchands ambulants et de marchands forains.

On trouve aussi des textes réglementant, limitant ou interdisant, la vente et l'usage de tout matériel pouvant servir à l'impression de tracts, la consommation d'électricité, la circulation des véhicules de toutes sortes, les affichages, les dénominations de voies publiques,... ainsi que des décrets à l'encontre des communistes, des sociétés secrètes,... Et puis parfois, des notes qui peuvent paraître incongrues. Le Préfet de Seine-et-Oise trouve le temps, il est vrai que c'était au mois d'août 1940, de produire un texte demandant l'application de l'article 479 § 7 du Code Pénal qui prévoit une amende à l'encontre “ des gens qui font métier de deviner et pronostiquer ou expliquer les songes ”. Quant aux “ interprètes des songes ”, ils tombent sous le coup de l'article 480 § 4 et sont passibles d'une peine d'emprisonnement de cinq jours au plus.

La vie est dure pour tout le monde, y compris pour la gent animale en général et les chats et chiens en particulier. Ceux-ci sont menacés de mort immédiate par quelque moyen que ce soit, sauf par coup de fusil, s'ils sont pris en flagrant délit d'errance ou sans propriétaire connu (arrêté préfectoral du 22 juin 1940).

L'école connut quelques exactions. Monsieur Jean Carré en fut le témoin :

“Occupation des écoles, classes et préau; paille, etc.. espèce de pillage au logement

de madame Eveno absente. les soldats s'amusant à se déguiser avec ses robes et chapeaux. Une balle de révolver tirée dans la gâche de la serrure de notre logement n'en n'avait pas eu raison et le pillage fut ainsi épargné -ils n'eurent pas le temps de visiter la cave non plus. Lors du deuxième passage, peu après la signature de l'armistice -les enfants étaient rentrés avec leur maman, qui courageusement, avait réussi à découvrir à Saint-Sauveur un camion rentrant à Rozay-en-Brie qui voulait bien les prendre - un soldat voulait entrer, disant " Camarades ? " On lui pousse la porte au nez en lui montrant que les "camarades" étaient aussi sur l'autre palier."

Tout devait être vérifié, recensé, à l'extrême, avec le souci presque maladif de ne rien laisser échapper au contrôle de l'ennemi. Dès 1940, il avait fallu recenser tous les véhicules existant sur le territoire de la commune :

8 camionnettes, 21 voitures de tourisme, 1 tracteurs agricoles, 9 motocyclettes, 1 cycle-car, 6 motobécanes.

On procède de même pour le bétail et le matériel agricole, en mai 1940 :

27 chevaux, 9 chariots, 1 poney, 7 fourragères, 5 porcs, 16 tombereaux, 53 vaches laitières, 2 voitures à ressort, 26 vaches gestion(?), 1 voiture non attelée, 26 génisse, 1 charbonnier, 4 taureaux, 3 plateaux, 4 gestion (?), 1 tracteur, 1 tonneau.

LA QUEUE-EN-BRIE LIBÉRÉE

La Deuxième Guerre mondiale a été marquée par un phénomène qui a suscité bien des commentaires, d'autant plus que ce ne fut pas un mouvement uniquement français, la plupart des pays occupés ayant montré une forte résistance à l'occupant nazi. Notre commune a pris sa part dans cette lutte contre l'envahisseur.

Le 24 août 1944, " à 19 h, a été procédé, salle de la mairie par le couvert du Comité local de la Libération, sous le couvert du Comité national de Résistance à l'installation de la commission administrative provisoire de la commune de La Queue-en-Brie. Ont été nommés :

Président : Jacques Morel d'Arleux

Secrétaire : Jean Carré

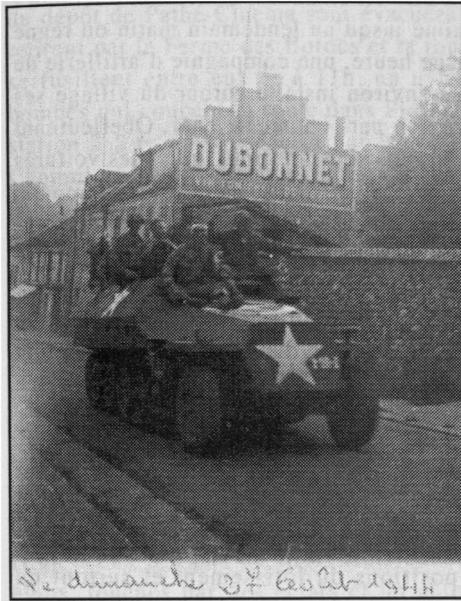
Membres : messieurs Henri Froger, Jean Eveno, Alphonse Cherprenet, François Paret, Alfred Dessomme, Henri Dautun.

Une milice populaire est créée pour maintenir l'ordre en cas de besoins sous l'autorité de M. Trespeuch. "

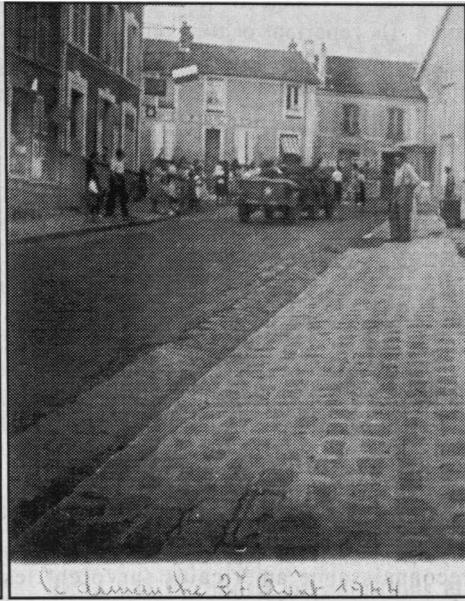
C'est encore à monsieur Jean Carré que l'on doit le récit de la libération de La Queue-en-Brie. Toujours secrétaire de mairie, il avait été également membre du Comité de Libération. Dans le registre des délibérations, en date du 1er octobre 1944, il transcrit fidèlement le récit que fait le maire de la libération de La Queue-en-Brie (que nous reproduisons à notre tour, tout aussi fidèlement, tel que ce récit est noté dans le registre).

" Le Conseil entend la relation faite par M. le Maire des événements qui ont marqué la libération du village en août dernier.

Depuis le mois de février, un "maquis" d'une trentaine d'hommes était organisé dans les Bois Notre-Dame, au carrefour des Huit Routes. Le Groupe de Résistance était commandé par le "lieutenant" Bariteau -qui recevait ses ordres de Noiseau (Grand Chef) et qui s'occupait activement de la résistance à Lésigny. Les 10 et 11 août, deux postes de commandement d'une unité de D.C.A. et de parachutistes s'installent pour quelques jours au Château des Murets à l'aide de camions réquisitionnés sur les routes de la région. Ils sont remplacés le 17 par un important convoi de fourragères, chariots et fourgons lourdement chargés de vivres et de munitions qui repart le lendemain en direction d'Emerainville. Le même jour des canons de D.C.A. et anti-chars prennent position au changement de département dans la pommeraiie de M. Marin et dans le clos de Mme Roger près du carrefour de la Croix St. Nicolas. La route Nationale est très animée par les convois de troupes et de matériel filant vers l'Est. Un camion en panne est abandonné et détruit par les Allemands, voirie des Grands Clos. Le 18, dans la matinée, un groupe d'avions américains, après avoir survolé le village, bombarde un train de carburant à Valenton : une immense colonne de fumée noire s'élève haut dans le ciel. Le lendemain on apprend que M. Weber, lieutenant allemand, directeur de différents organes de presse dont le "Parizer Zeitung" a quitté sa propriété de la Briqueterie acquise en 1941, pour rejoindre la Suisse (?) avec sa femme, son fils, un capitaine SS et une autre personne arrivée la veille dans une luxueuse automobile portant la plaque du corps diplomatique. Des troupes en camions stationnent de la Croix Saint-Nicolas à la rue de Lagny. Ce sont des "hussards de la mort", très exigeants qui s'introduisent dans les maisons voisines; heureusement ils partent le soir, de même que l'artillerie, et le village retombe dans un grand calme. Le dimanche s'annonce paisible après un violent orage qui s'est déchaîné pendant la nuit, mais vers 16 h, une voiturette de la Croix-Rouge arrive en trombe dans la Grande-Rue et s'arrête à la mairie. Les occupants, des officiers d'une formation sanitaire, après avoir déchargé leurs armes sur des passants route nationale, demandent le maire avec insistance : il faut en toute hâte trouver 40 matelas et de la paille à transporter au château des Murets -devant servir à abriter des blessés. Vingt-cinq chambres sont réquisitionnées dans le centre du village. En attendant, ils s'emparent de bouteilles de champagne chez M. Morel d'Arleux et le maire M. Lafenêtre. La voiture démarre et ils vont semer la panique au préau des écoles d'Ormesson où se déroule une fête pour les prisonniers. Le lendemain matin, il faut donc aller de porte en porte prendre livraison des matelas requis la veille, dans un grand calme; un char qui se dirige vers Ozoir a sa direction en si mauvais état qu'il s'arrête tous les deux cents mètres pour reprendre sa route, bientôt suivi par une voiturette armée et plus rien. Derrière les bois, le canon gronde et des mitrailleuses crépitent puis des avions ronflent également au loin. La canonnade devient violente dans la soirée, dès la nuit la circulation reprend sur la route nationale. A ce moment des malfaites armés s'introduisent à la ferme de l'Hermitage et se font remettre des bijoux, une importante somme d'argent et deux bicyclettes. La matinée du mardi est paisible : quelques rares coups de canon, mais chacun remarque que les voitures mili-



Le dimanche 27 Août 1944



Le dimanche 27 Août 1944

Libération de la Queue-en-Brie

taires se dirigent vers Paris : la route nationale doit être coupée par les Américains à Fontenay-Trésigny. On apprend que 700 Allemands environ viennent d'arriver à Pontault où ils ramassent les bicyclettes (ils viennent même à La Queue-en-Brie), s'emparent de chevaux et de charrettes pour aller à Brie-Comte-Robert. Un Allemand étant tué à Pontault, des otages sont pris puis bientôt relâchés. Au crépuscule, de violentes explosions ébranlent les maisons, des convois passent et les cultivateurs ont caché leurs chevaux. Après une nuit assez calme, la canonnade, violente, se rapproche et les Laiteries Modernes de Villiers ne peuvent faire leur tournée habituelle de ramassage de lait en Seine-et-Marne. Le Comité local de Résistance s'installe à la mairie. Sous un très violent orage, des convois traversent le village se dirigeant vers la Marne. A l'aube du jeudi, de fortes déflagrations secouent l'air. Un grand panache de fumée noire. Le fort de Sucy saute. Les attelages montent la rue Fourrée⁶ pour aller on ne sait où. Vers 8 h, des membres du Comité de Villiers arrivent pour ramasser le lait destiné aux enfants de cette ville et perquisitionnent à la Briqueterie. Le Comité local de La Queue-en-Brie s'installe à la mairie et constitue une police dans le village. La libération semble proche et le vendredi matin 25 août, des fantassins harassés, venant de Bicêtre, demandent à être transportés en voiture. Une charrette de la ferme et une camionnette des Laiteries les conduisent à Roissy. Le corps de police créé la veille est alerté dans l'après-midi : il s'agit de calmer et de chasser du village un groupe de jeunes gens du Plessis, venus armés de revolvers, en auto, en quête d'un coup à faire. Quelle

témérité, le village risquerait gros : environ 200 Allemands y stationnent actuellement. Ils repartent et tout rentre dans le calme jusqu'au lendemain matin où règne sur les routes une grande animation. De bonne heure, une compagnie d'artillerie de D.C.A. -dénommée "Chittam"- 150 hommes environ installe autour du village ses pièces de 88mm et de 2 cm, venant de la région parisienne. Le chef, Oberleutnant sans doute, s'installe à l'entrée du parc des Murets sous un sapin, quelques voitures de la Croix-Rouge arrivent aux communs du château et transportent route nationale, dans le chantier Cherprenet, 6 des matelas fournis le lundi précédent pour une formation sanitaire qui ne vint pas. A 8h30, un soldat est envoyé par l'officier pour détruire à la poste le standard téléphonique. Cinq grenades explosent, le bureau de poste est jonché de débris; il arrive à la mairie pour faire de même et comme le téléphone n'y est pas installé, il allume une cigarette, en donne à l'appariteur et au secrétaire de mairie et en souriant dit : " Demain la guerre finie ici". Pourvu que ce soit vrai et que le village n'en souffre pas. Il fait donner l'ordre de ne pas circuler dans les rues et les champs, surtout du côté du front vers Paris et Ozoir. Un fermier conduisant des chevaux au champ vers les bois Notre-Dame essuie une rafale d'arme automatique, un jeune poulain est touché qu'on est obligé d'abattre et de débiter. L'angoisse se peint sur tous les visages. Dans la soirée, des avions de reconnaissance américains survolent les positions du lotissement et surtout du changement de département, reçoivent deux coups de canon de 2 cm ; alors ils reviennent observer plus longuement les pièces et les véhicules camouflés. 17h30 premiers coups de canon, les blindés américains débouchent des bois Notre-Dame à 19h près du pavillon des Friches par la route royale, la route de Lésigny et se faufilant à travers bois essuient quelques obus de 88 et tirant du pavé de Pontault, de même que de la lisière de la forêt, pilonnent le changement de département; la route nationale et le village ne sont pas épargnés et des obus ronflant au-dessus vont exploser au loin à la Varenne et à Champigny. Bon nombre de maisons, rue de l'Avenir, route Nationale sont touchées, le préau de l'école, d'autres obus tombent rue de Lagny⁷ et blessent mortellement une jeune fille sortie imprudemment. Un autre tombe dans une pièce d'habitation de la ferme de l'Hermitage, sans exploser heureusement. Une jeune fille est blessée à la Briqueterie et un cheval tué cependant qu'à une des fermes de la route nationale, deux (belles⁸) génisses qui n'ont pu être rentrées sont tuées par des éclats dans le clos derrière la ferme. Un tracteur à chenille et une voiture "tout terrain" sont incendiés et projettent alentour des débris hétéroclites de bidons, d'équipements et d'obus. Les Allemands occupant la pommaraie de M. Marin se sauvent en toute hâte et dans un grand désordre, abandonnant les canons, munitions, voitures, bagages, bicyclettes devant la violence et la précision du feu de l'adversaire. Deux des leurs gisent dans les champs, de part et d'autre de la route nationale. Des pansements ensanglantés, des uniformes maculés de sang font présumer qu'il y eut des blessés; ils furent probablement soignés au pavillon d'entrée des Murets et évacués. Dès 22h30 on n'entend que des armes automatiques assez rapprochées, le canon au loin et le ronflement des blindés américains prenant la route de Roissy. Les positions du Pont Banneret, du Lotissement,

du dépôt de Pathé-Cinema sont évacuées vivement et en ordre. Les combattants se retirent par la Ferme des Bordes et la route de Plessis. Ne se reconnaissant plus, ils se fusillent entre eux et à 11h, un avion américain(?) laisse choir deux grosses bombes qui coupent la route dans Plessis. Des chars servis par des SS sortent de la station T.S.F. de Noiseau et par les champs regagnent la route Nationale en face Champlain. L'un mitraille la façade de l'auberge tandis qu'un autre est resté en panne dans le fossé des Nageoires d'où il est tiré par le dernier tracteur à chenille qui reste. On peut distinguer, du village, le sourd et puissant ronflement continu des blindés américains et les acclamations frénétiques des gens de Pontault. Le petit jour arrive, chacun met le nez au vent. Les deux blessées sont transportées chez le docteur Autissier à Combault puis à l'hôpital Saint-Antoine. L'une d'entre elles expirera le lendemain. Une auto et un camion venant de la route de Noiseau vers 7 h 30 roulant à vive allure sur la route nationale, mitraillent la population qui se trouve sur le champ de bataille, pas de victimes. Un Américain met sa mitrailleuse en batterie, au pavé de Pontault, tue les chauffeurs et les autres occupants se rendent. La conduite d'eau a été coupée à la Briqueterie et les fils électriques sectionnés par les éclats d'obus traînent dans bien des endroits. Il reste deux canons de 88 (l'un d'eux n'a pas dû tirer) trois canons de 2 cm, un obusier, des camions, des autos, touchés par des éclats et un autobus de la STCPP bourré de munitions et d'explosifs. Dimanche dans l'après-midi, les premiers Américains traversent le village : motos, jeep, chars, etc. soulèvent la poussière, sont fleuris et acclamés frénétiquement par la population qui marque par une joie délirante la libération tant attendue. Vers 11 h, cinq Allemands armés sortent des bois, ils sont pourchassés par les FFI Un de ceux-ci venu de Champigny est blessé, on le transporte à l'hôpital. Les deux corps des artilleurs allemands sont transportés au cimetière pour y être inhumés le lendemain, et les munitions de même que du matériel sont recueillis et transportés dans un local sous clé grâce à l'essence qui a pu être récupérée..."

Ce récit s'achève ainsi par trois points de suspension, sans que l'on puisse savoir s'il est vraiment terminé ou s'il est resté inachevé. Une plaque commémorative, apposée sur l'un des murs de l'ancienne mairie, au village, rappelle la libération de La Queue-en-Brie par les troupes américaines, le 27 août 1944.

LE MONUMENT AUX MORTS ET LE DEVOIR DE MÉMOIRE

Les traces douloureuses laissées par les deux conflits mondiaux sont burinées dans la pierre de ce monument où l'on a gravé les noms des disparus : le devoir de mémoire est inscrit dans la pierre où est perpétué le souvenir de ceux qui ont donné leur vie à l'occasion de ces guerres. C'est en leur honneur que l'on a élevé, comme dans tous les villages et villes de France, un monument aux morts.

Cependant, son édification n'a pas été des plus faciles. Pendant quelques années, la place de la Tour hébergea le monument aux morts, transféré ensuite au cimetière, par une décision du Conseil municipal du 10 octobre 1959, confirmée au cours de la séance du 28 mai 1960. Quant à la date proprement dite du transfert...?

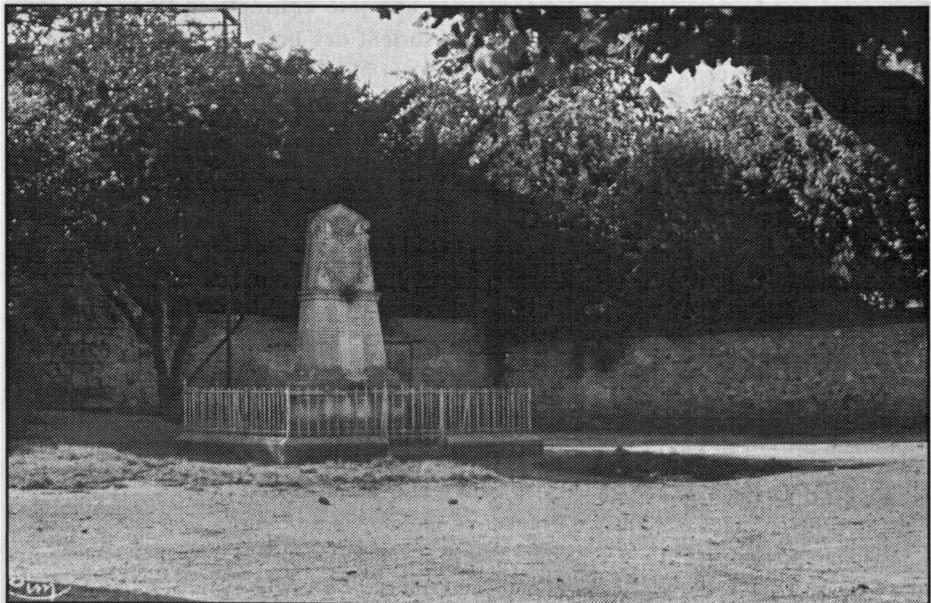
Sa construction connut quelques péripéties, dont voici l'essentiel. Le 22 décembre

1918, sur proposition de monsieur Morel d'Arleux, il est suggéré de demander au ministre de la Guerre, quelques trophées ou attributs guerriers, de préférence pris sur l'ennemi, pour orner la sépulture des enfants de la commune tombés au champ d'honneur et enterrés dans le cimetière communal. Le 11 juillet 1920, le Conseil municipal décide d'élever ce monument, et monsieur Morel d'Arleux demande au maire de faire le nécessaire à la prochaine réunion des maires, en ce qui concerne le monument à élever aux morts. Entre temps, il est convenu de procéder au transport des corps des militaires morts pour la France. Les familles seront convoquées pour savoir si elles sont d'accord pour que les corps soient reçus à Emerainville. Il est demandé à la commune de Pontault dans quelles conditions on pourrait louer le corbillard.

Le 12 juin 1921, on renvoie le projet pour étude à la commission des Travaux.

Le 27 mai 1922, monsieur Morel d'Arleux, conseiller municipal, propose de faire don d'un terrain contigu au cimetière pour y élever le monument, sous deux conditions : qu'il soit élevé sur l'emplacement du caveau actuel des soldats et que soit réservé, dans le terrain dont il fait don, un endroit pour sa famille, face au monument. Puis, élu maire le 3 septembre 1922, il décide de laisser au comité du monument aux morts le soin de l'élever sur un emplacement à fixer.

Le 29 octobre 1922, le projet de monsieur Guerbois, architecte communal est adopté. L'entrepreneur, monsieur Bemelmans, demande trois mille huit cents francs pour cette construction et une garantie contre le gel. A cette même date, il est prévu



La Queue-en-Brie - Place de la tour

que "les jeunes gens qui se rendront au cimetière, le 1er novembre, sur la tombe des morts de la Guerre, y déposeront une palme. Le Conseil municipal décide de prendre part à cette pieuse manifestation ainsi que les enfants des écoles, conduits par leur instituteur".

Le 31 décembre 1922, la commission fixe définitivement l'attribution du crédit à allouer pour ce monument, soit une somme de quatre mille cent six francs, ce qui est accepté par quatre voix sur cinq. Le 11 février 1923 : nouveau rebondissement. Monsieur Pasquier, président du comité du monument aux morts de la Grande Guerre, propose qu'il soit érigé sur la place de la Tour, ce qui est finalement adopté à l'unanimité.

L'INAUGURATION

Enfin, le monument est inauguré très solennellement, en présence de nombreuses personnalités, le dimanche 28 octobre 1923. On peut en lire la relation dans le registre des délibérations du Conseil Municipal. Ce jour, la cérémonie a lieu comme suit, à partir de 14h30 : on se rend d'abord " au cimetière pour inaugurer la sépulture militaire, puis sur la place de la Tour pour l'inauguration du monument commémoratif élevé à la gloire des enfants de la commune morts pour la France."

Le cortège s'ébranle, conduit par monsieur Reibel, député de Seine-et-Oise et ministre des Régions libérées, suivi d'un grand nombre de personnalités. Le départ se fait de la mairie, précédé par dix-huit trompettes à cheval (du 6e Dragons de Vincennes), suivis des sociétés diverses, des officiels, des enfants des écoles, des familles des morts, des anciens combattants, en direction du cimetière. Là, chants et discours se succèdent sur les tombes pour honorer les soldats morts pour la patrie. Puis le cortège prend la direction de la place de la Tour où a été érigé le monument. La cérémonie est, là aussi, ponctuée de chants et de discours. Enfin, tout le monde se rend à l'école où " les officiels entrent dans la salle de classe où est scellée la plaque offerte par le Conseil général à la mémoire des instituteurs de Seine-et-Oise morts pour la France."

Aujourd'hui, on peut voir sur le mur extérieur de l'école Jean-Jaurès, côté cour, cette plaque, en double exemplaire. Les mêmes plaques sont visibles dans les écoles des communes ayant appartenu à l'ancienne Seine-et-Oise.

Sur ce monument aux morts, on peut lire les noms des victimes de ces divers conflits. Leur souvenir devrait constituer le ciment qui lie entre eux les Caudaciens d'aujourd'hui aux Caudaciens d'hier qui, par leur sacrifice, ont mérité que leurs noms ne soient pas oubliés. C'est une façon de leur rendre hommage que de les rappeler, faisant écho au poème de Victor Hugo :

"Ceux qui pieusement sont morts pour la patrie
Ont droit qu'à leur cercueil la foule vienne et prie.
Entre les plus beaux noms, leur nom est le plus beau.
Toute gloire, près d'eux, passe et tombe éphémère,
Et comme ferait une mère,
La voix d'un peuple entier les berce en leur tombeau."

1914

Louis PHILIPPE -Lucien PESSON -Henri BARON -Emile MASSE -Léon THUILLIER

1915

Georges SERRAN -Georges VIDRON -Maurice BEGAULT -Marcel GUYON - Maurice ROGER -Jean GUILLARD -Louis DUFOUR -Robert FLEURIET -Louis GUILLARD -Michel GAUTIER -Albert ARNOUX -Henri ARNOUX -Paul NIVOLON -Julien FRISON -François PAQUAUD

1916

Georges MOREAU -Pierre TURIAN -Roland FINANCE

1917

André SERAIN -Eugène LOUDIN -Marcel PETIT

1918

Arsène TURGEON -Léon CADOT -James PICOT -Emile DESSOMME -France BESSIERE -Roger SERAIN -Maurice TERRIER

soit trente-trois morts au champ d'honneur, rien que pour la Première Guerre mondiale; certaines familles, durement touchées, ont vu parfois disparaître deux de leurs membres. Chaque année a lieu la cérémonie commémorative de l'armistice du 11 novembre 1918 et il est procédé à l'appel des morts inscrits sur la stèle.

Le conflit de 1939/1945 a surtout fait des victimes civiles : Madame Forestier - Jean-Claude Forestier (7 ans) -Eliane Teillet (16 ans). Sur sa tombe, placée non loin du monument aux morts, on peut lire :

“ Eliane Teillet morte le 27 août 1944 dans sa 16^è année à la suite de blessures contractées au cours des combats du 26 août à La Queue-en-Brie.”

Le 28 août 1944, “ la commission, très émue du décès de Melle Teillet qui a succombé à ses blessures, décide que ses funérailles seront faites aux frais de la commune et qu'une gerbe sera offerte”. Effectivement, dans sa séance du 8 novembre 1944, le Conseil municipal décide de régler le montant des obsèques de la jeune fille, soit mille cent vingt-et-un francs, qui, en fait seront remboursés à la famille, le 15 février 1945.

Sur ce monument, on peut également lire le nom d'Antonio Pedro gravé dans la pierre. Une rue des Bordes porte son nom. Cet ancien habitant de ce quartier y vivait avant la guerre. Engagé volontaire de la première heure, il trouva la mort accidentellement, lors de son retour de captivité, après la fin de la guerre : le camion qui le transportait, se renversa et, dans sa chute, provoqua le décès de Pedro. Le 9 juin 1945, le maire, Monsieur Forestier, lit une lettre de la Croix-Rouge française, reçue la veille au matin, l'informant du décès de Monsieur

Antonio Pedro, à Petersthal (Allemagne). Il fait ensuite observer une minute de silence. C'est le 30 novembre 1945, qu'une décision du Conseil municipal donnera à l'allée de la Source, le nom de Pedro.

Laissons, une fois encore, la parole à Monsieur Jean Carré : " Pedro le carrier portugais quitte son lotissement des Bordes pour s'engager en 1940. Il est fait prisonnier et, illettré, il apprit à lire et à écrire correctement le français dans " l'offlag ". grâce à quelques livres de lecture et de vocabulaire que je lui avais envoyés dans des colis de prisonnier, un pédagogue du camp l'ayant pris en affection.

Après la Libération, on l'attendit en vain. Un matin de 1945, de très bonne heure, une voiture de la Croix-Rouge s'arrête devant la mairie, une infirmière en descend, portant un gros colis : les affaires personnelles du pauvre gars. Sur le chemin du retour, le camion qui le ramenait avec d'autres, avait versé dans un ravin. Il a dû y rester ou être inhumé dans un lointain cimetière. Il fut regretté. Une rue du Lotissement porte son nom."

Le 24 janvier 1948, le Conseil municipal reçoit un courrier : il s'agit d'une lettre de remerciement du comité des Prisonniers, indiquant que le corps de Pedro sera inhumé dans le caveau des combattants morts au champ d'honneur. Enfin, une plaque a été ajoutée au nom des victimes de la Guerre d'Algérie (1er novembre 1954 - 19 mars 1962).

A La Queue-en-Brie, des noms de rues se font l'écho de ces douloureuses périodes, en rappelant par des noms et des dates, des épisodes marquants de ces événements : rue 8 mai 1945 (une partie de l'ancienne route de Villiers) -rue de la Libération (en remplacement de la rue Fourrée) -avenue du général de Gaulle (la partie de la RN4 dans sa traversée de La Queue-en-Brie) -carrefour du 19 mars 1962 -rue du général Leclerc (à la place de la rue de Lagny).

A l'intérieur de l'église Saint Nicolas, une plaque commémorative a été fixée sur la paroi gauche, en entrant dans le bâtiment. On y lit les mêmes noms que sur le monument aux morts, sauf trois : Maurice Terrier; Paul Nivolon, Robert Fleuriet, qui n'apparaissent pas. Pour certains, on note de petites différences dans l'orthographe des noms.

DES LENDEMAINS DIFFICILES

Une guerre ne s'arrête jamais au jour même de la signature de l'armistice. Elle se prolonge dans la vie quotidienne : il faut panser les blessures diverses, réparer les dégâts de toutes natures, reconstituer l'économie du pays, remettre de l'ordre dans les esprits, reconstruire, non seulement les bâtiments, mais aussi le sentiment d'unité nationale. A La Queue-en-Brie, il faut, comme ailleurs, prendre en compte les malheurs des uns et des autres et compenser, comme on peut, tout ce qui a manqué pendant ces temps obscurs. Les années 1944 et 1945 ont été largement remplies par ces préoccupations, car on sait bien qu'après avoir gagné une guerre, il est encore plus important de gagner la paix.

Dès le lendemain de la Libération, le 28 août 1944, il est décidé de :

- faire distribuer, journallement, des biscuits caséinés aux enfants, par M. Carré, instituteur
- procéder à une quête pour venir en aide à une famille sinistrée, dont la maison et le mobilier ont été endommagés par le bombardement du 25 août
- solliciter un architecte de La Varenne pour dresser un état des dégâts pour les sinistrés qui le désirent
- demander à M. Cherprenet de procéder à l'enlèvement des engins dangereux : les canons seront entreposés place de la Tour, près du monument aux morts
- enfin, les colis des prisonniers, de juillet, qui n'ont pu être acheminés ce mois, seront distribués aux indigents et sinistrés.

Le 1er octobre, le Comité de Libération procède à l'élection d'un nouveau maire et de deux adjoints : messieurs Jacques Morel d'Arleux, Henri Froger, François Paret. Il est adressé des remerciements à monsieur Lafenêtre dans les termes suivants⁹ :

“Le Conseil municipal, interprète de la majorité de la population de La Queue-en-Brie, adresse à monsieur Lafenêtre, ancien maire, l'expression de sa gratitude pour le zèle et le dévouement avec lequel il a exercé ses fonctions en dirigeant la commune pendant de nombreuses années.

Il reconnaît qu'il a surmonté de nombreuses difficultés qui se sont levées devant lui pendant les années difficiles et le remercie de toute la peine qu'il s'est donnée pour la cause commune avec un esprit de résistance certaine vis-à-vis des oppresseurs et de leurs collaborateurs.”

Le 11 novembre a lieu une cérémonie commémorative, à 14h30, à laquelle participent les anciens combattants, l'Etoile de l'Avenir¹⁰, la municipalité, les enfants des écoles, qui constituent le cortège se rendant au monument aux morts (place de la Tour) et au cimetière.

Les problèmes de ravitaillement constituent toujours un souci majeur pour les responsables municipaux qui s'adressent, une fois de plus au Préfet, pour lui signaler le ravitaillement défectueux de la commune :

- en pommes de terre, pour les tickets numéros 36 à 41, non encore honorés
- en charcuterie dont la répartition est irrégulière et insuffisante

D'autre part, il est anormal d'aller chaque mois à Blanc-Mesnil, situé à trente kilomètres chercher douze litres de pétrole, chez un marchand de couleurs, alors qu'il pourrait être plus simple d'avoir une avance, ou de désigner, dans le canton de Boissy-Saint-Léger, un grossiste accrédité comme répartiteur.

La guerre avait créé une fracture dans la population et certaines cicatrices avaient du mal à se fermer. C'est ainsi que dans sa séance du 21 mars 1945, le Conseil municipal émet le vœu suivant¹¹ :

“ Le Conseil, formé en majeure partie par les membres du Comité de Libération, Considérant représenter l'unanimité de la population

Elève une énergique protestation contre l'élargissement des personnes arrêtées au moment de la libération sur des preuves indiscutables de collaboration ou d'intelli-

gence avec l'ennemi, ainsi qu'en font foi des dossiers contenant des pièces originales et des témoignages régulièrement enregistrés et signés.

Demande instamment que ces élargissements ne soient jamais exécutés sans consulter les dossiers constitués par les commissions d'épuration locales et sans en entendre les représentants.

Dégage toutes responsabilités contre des incidents graves qui pourraient aller jusqu'à amener les victimes des dites personnes à se faire justice elles-mêmes, ce qui serait infiniment regrettable et blâmable.

Réclame en outre, aux pouvoirs responsables une instruction nouvelle des dossiers des inculpés mis en liberté.

Demande que les autorités administratives veuillent considérer que les Comités locaux de Libération ayant été régulièrement habilités par M. le Préfet de Seine-et-Oise ont assumé avec fermeté et sagesse, l'administration des communes qu'ils avaient mission de gérer.

Et en conséquence, leur reconnaître une existence légale et juridique".

Toujours dans le souci de pourvoir au mieux au ravitaillement de la population caudacienne, le Conseil municipal, dans sa séance du 9 juin, demande au boucher, monsieur Deudon, d'ouvrir sa boutique une demi-journée à chaque répartition de viande.

Veillant à préserver le souvenir, le Conseil municipal, dans sa séance du 20 août 1945, décide de commémorer la Libération dans les conditions suivantes, le dimanche 26 août, à 11 h : rassemblement sur la route nationale, défilé Grande Rue et cérémonie sur la place de la Tour, puis dépôt de gerbe au cimetière. La cérémonie se déroulera avec le concours d'un détachement de l'Infanterie coloniale de la 1ère division France libre, en armes, et de la musique du corps des sapeurs-pompiers, des tambours et clairons des sociétés d'anciens combattants, des enfants des écoles et des sociétés locales. Un vin d'honneur sera servi à la mairie aux membres des différentes sociétés et au détachement ayant participé à la cérémonie.

CONCLUSION

Nous voici parvenus au terme de ce périple dans le temps de l'histoire caudacienne. Depuis ses origines, La Queue-en-Brie a été confrontée à des conflits cruels et longs et les Caudaciens ont eu à subir les conséquences des guerres, locales ou nationales.

Exactions seigneuriales, luttes d'influences économiques, politiques, de prépondérances hiérarchiques, ont marqué de leur sceau indélébile la dureté de la vie quotidienne des anciens habitants de ce terroir briard. Ballottés et malmenés par la Guerre de Cent Ans, les guerres de Religion, la Fronde, et les conflits que l'on

vient d'évoquer, ils ont supporté les malheurs du temps avec courage et ténacité. Depuis plus d'un demi-siècle, notre cité vit dans la quiétude retrouvée. Formons des vœux pour que cela dure encore le plus longtemps possible, afin de forger la paix des hommes, dans la solidarité et la liberté, l'égalité et la fraternité.

ANDRÉ GIDALI

NOTES

- 1) AD 94-1 D 2
- 2) on se reportera à l'ouvrage de Jean Roblin, *Et Ducrot passa la Marne...*
- 3) Henri Froger est décédé le 16 janvier 1998, à l'âge de 95 ans.
- 4) texte conforme à l'original.
- 5) AD 94 - H D 5.
- 6) aujourd'hui : rue de la Libération.
- 7) aujourd'hui : rue du général Leclerc.
- 8) mot rayé dans le texte original.
- 9) texte conforme à l'original.
- 10) association sportive.
- 11) texte conforme à l'original.

SOURCES DOCUMENTAIRES

- *J. Roblin, *Chronique caudacienne*.
 - *J. Carré, *Relation de la libération de La Queue-en-Brie*, in "Registres de délibération des Conseils municipaux, 1943-1964 "
 - *E. Lebeau, *Trois paroisses de la Brie française*, Ed. Raimbault, Saint Maur, 1974
- en mairie :
- Registres de délibérations des Conseils municipaux, 1909-1964*
- aux AD 94 :
- Registres de délibérations des Conseils municipaux, 1815-1870/1871*

REMERCIEMENTS

- aux divers personnels de la mairie de La Queue-en-Brie
- à Madame et Monsieur Hubert

MAISONS-ALFORT :
LE 8 SEPTEMBRE 1944,
EXPLOSION DU PREMIER V2 OPÉRATIONNEL,
DÉBUT DE L'ÈRE SPATIALE

Le texte qui suit reprend en partie celui de la brochure éditée par l'Association Maisons-Alfort Mille Ans d'Histoire (AMAH) Les témoignages des Maisonnais, leurs documents personnels et photographies inédites ne figurent que dans la brochure originale que l'on peut se procurer au musée de Maisons-Alfort.

LA SECONDE GUERRE MONDIALE - 1939-1945.

Le 1er septembre 1939, Hitler envahit la Pologne. Le 3 septembre, la France et la Grande-Bretagne déclarent la guerre à l'Allemagne. Le 17 septembre, entrée des Russes en Pologne. C'est le début de la " drôle de guerre " qui dure 8 mois, pendant lesquels, aucun combat important n'est livré.

Le 14 juin 1940, Paris est déclaré ville ouverte par le gouvernement et le 16, le maréchal Pétain demande l'armistice, signé le 22 juin 1940. Le général de Gaulle qui estime que rien n'est perdu pour la France, lance son appel, le 18 juin, à la radio de Londres. La guerre s'intensifie et tourne au conflit général. Enfin, en 1944, les troupes allemandes sont battues en brèche ou capitulent et le 6 juin 1944 les Alliés débarquent en Normandie.

Cette période difficile est relatée dans le livre paru en 1986, Maisons-Alfort, Mille Ans d'Histoire - tome II.

Le 25 août 1944, c'est la libération de Paris et de Maisons-Alfort. Des vedettes rapides allemandes sont prêtes à appareiller dans le port de réparation aménagé à Charenton. Elles sont mitraillées et bombardées par l'aviation canadienne. À cette occasion, le dernier bateau lavoir situé entre les deux ponts, face à la villa Houdart, est coulé et son propriétaire est grièvement blessé. Une seconde bombe tombe sur un pavillon de la gendarmerie (Garde Républicaine), à l'angle des avenues du Général de Gaulle et du Professeur Cadiot. Le même jour, les Allemands évacuent le fort de Charenton, à Maisons-Alfort.

Le chef d'escadron Vincensini, commandant du 1er GRM de Charenton (Groupement de Réserves Motorisées) envoie, en reconnaissance, trois hommes qui découvrent une mine dès le pont-levis. Son rapport daté du 26 août 1944 stipule : à l'intérieur du Fort tout un système de destruction est amorcé... Par son savoir et son sang-froid, l'artificier Henri François (et non Roger François) a sauvé les populations d'Alfortville, de Maisons-Alfort et de Charenton-le-Pont d'une terrible catastrophe. Après désamorçage et inventaire, le stock représentait effectivement 1 000

tonnes d'explosifs divers. Le 19 octobre 1944, Henri François est victime de son devoir, tué lors de l'explosion provoquée par l'un de ses camarades, du Laboratoire de recherche de l'Artillerie, place Saint-Thomas d'Aquin, à Paris.

Le soir du 25 août 1944, l'aviation allemande prend en enfilade la Seine, de Melun à la Halle aux Vins, et des plaquettes incendiaires tombent, notamment, au carrefour d'Alfort. Les drapeaux tricolores sortent d'un peu partout, deux flottent au sommet de l'église Saint-Remi et un sur le château d'eau de la biscuiterie Gondolo. La commune a passablement souffert des bombardements opérés par les alliés, anglais ou américain, ou encore par les Allemands au cours de leur retraite. Des dégâts matériels sont causés à plus de deux cents immeubles ou pavillons. Plusieurs morts sont à déplorer. Le 8 septembre à 11 h, la première fusée opérationnelle désignée "A 4" au stade expérimental puis nommée "V2", est tirée de l'Ardenne belge et vient s'écraser à Maisons-Alfort, au sud-est de Paris, moins de 5 minutes après. Le premier V2 mondial fait son apparition sur le théâtre des opérations !

Ce tragique événement fait l'objet de cette étude.

V1 - V2 : la Presse.

"Vergeltung waffe" : Arme de représailles.

Vendredi 8 septembre : c'est la chute d'un engin à Maisons-Alfort.

•Le lendemain, le samedi 9 septembre, la presse se fait l'écho du drame avec, toutefois, quelques erreurs sur la nature de l'engin et sur l'heure de l'impact.

Les témoins qui affirment qu'il s'agit d'un V1 ne pouvaient pas connaître l'existence du V2. Nous savons, depuis, que l'engin qui a explosé à Maisons-Alfort est le premier V2 opérationnel. En effet, le compte rendu du tir, extrait du journal de marche de l'artillerie Abteilung 836 (archives allemandes), adressé par Jean-Paul Pallud, l'auteur de "The Blitz then and now-september 1944", est très précis.

Traduction :

3./ - Forêt de Fraunershein 3./91 - (1 km) vers le sud-est de Breitfeld, Kf division 900 près de Dreshutten.

A 18.00 h la batterie 444 prend position au champ de tir de la route Buchholt - Houffalize à 3 km à l'est de Cherain - (Belgique)

A 21.30 h 3./ - réception d'un engin pour le contrôle des installations au sol.

8.9.44 Position de l'ennemi inconnue, il faut compter avec une forte pression de l'adversaire.

- 8 h 40 Batterie 444 premier engin envoyé)

- 11 h 00 Batterie 444 deuxième engin envoyé) but Paris

2./ - et 3./ - prennent position dans les régions de Kottenforst, 15 km à l'est d'Euskirchen et croisement Reinbach - Loch

Forte activité aérienne ennemie, attaques en rase motte dans la région d'Euskirchen.

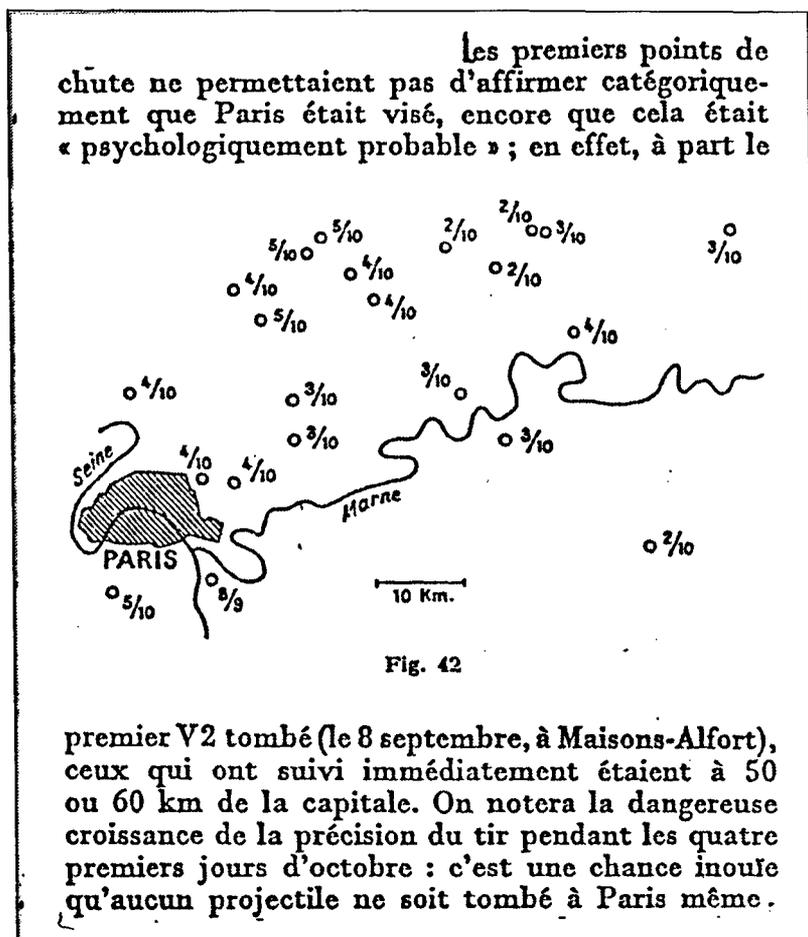
(Kottenforst et Euskirchen sont situés à une cinquantaine de kilomètres au sud-ouest de Bonn en Allemagne).

Les historiens, les chercheurs.

C'est grâce aux travaux effectués sur ce sujet par d'éminents historiens et chercheurs que cette étude peut être présentée aujourd'hui.

L'accueil bienveillant de plusieurs d'entre eux et la lecture de nombreux articles permettent de mieux connaître les événements du 8 septembre 1944. Dans ce chapitre sont réunis quelques extraits de documents concernant les V1 et les V2.

• Un article paru dans "Que sais-je ?", en 1968, indique les points de chute des V2 tirés par les Allemands en septembre et octobre 1944.



• Le 12 septembre 1984, un article de Roland Hautefeuille paraît dans le journal *Le Figaro*. Son titre : "8 septembre 1944 : Paris a failli être détruit par les V2".

Ci-après, reproduction partielle de ce texte, avec l'aimable autorisation de l'auteur.

"8 septembre 1944, 11 heures : une violente explosion retentit à Charentonneau, près de Maisons-Alfort, dans la banlieue sud-est de Paris¹.

Prévenus aussitôt par les services de police, le professeur Moureu² et le docteur Chovin - respectivement directeur et ingénieur en chef du laboratoire municipal de la ville de Paris - font d'étranges constatations : l'examen des débris révèle en effet la présence de matériel très délicat et sophistiqué ; par ailleurs, aucun bruit n'a précédé l'explosion et le passage d'aucun avion n'a été signalé. Les spécialistes ont très vite le pressentiment d'un engin nouveau, très différent du V1 qu'ils avaient déjà eu l'occasion d'expertiser. La première fusée balistique de l'histoire, l'A4³, plus connue sous le nom de guerre V24, venait de réussir son premier vol de guerre... Confirmant ainsi son opérabilité à partir d'installations mobiles au lieu des grands sites bétonnés initialement prévus.

Ce 8 septembre 1944 était l'aboutissement d'une histoire déjà fort longue puisqu'elle avait commencé quatorze années auparavant, en 1930, lorsque fut créée, au sein du bureau des armements de la Reichswehr à Berlin, une section placée sous les ordres du capitaine Dornberger et chargée des recherches sur les fusées à carburant liquide... Cette section grandit au fil des ans jusqu'à grouper plusieurs milliers de savants, ingénieurs et techniciens dirigés, à partir de 1932, par un certain Wernher von Braun, d'abord à Kummersdorf, près de Berlin, puis dans un lieu alors inconnu : Peenemünde⁴.

Le 3 octobre 1942, le troisième exemplaire de l'A4 avait été tiré avec un plein succès, mais il fallut encore près de deux ans avant que la fusée ne soit déclarée "bonne pour le service", alors que la bombe volante, le V1, était déjà employée contre l'Angleterre depuis le 12 juin 1944... donc, le 29 août 1944, tandis que la plus grande partie de la France venait d'être libérée et que toute la logistique considérable (grands bunkers de tir, sites légers, usines de production d'oxygène liquide, stockages d'engins et de carburants etc.) en construction dans le Pas-de-Calais et le Cotentin pour la mise en œuvre de l'arme nouvelle avait donc été perdue, le général Jodl envoya du quartier général de Hitler, à Rastenburg en Prusse orientale, un long télex au LXVe corps d'armée lui ordonnant de commencer les opérations contre une cible unique : Londres. Pourtant, dès le lendemain, cet ordre était modifié : le Docteur Ingénieur, Kammler SS Gruppenführer et Généralieutenant des Waffen S.S. nommé le 6 août 1944 par Himmler responsable de la mise en œuvre du V2, obtenait de Hitler que la moitié des tirs soit dirigée sur Londres et l'autre moitié sur Paris, confirmant ainsi la mainmise totale de Himmler et de la SS sur l'ensemble du programme V2. En application de ces ordres, le groupe sud chargé d'exécuter les tirs sur Paris se mit en route vers la Belgique, le 2 septembre 1944. Malgré les difficultés considérables résultant de la situation militaire catastrophique prévalant alors à l'ouest et l'échec des trois premiers engins tirés⁵, la 444e Batterie expérimentale réussit son quatrième essai contre Paris le 8 septembre 1944.

...Et alors que les rares initiés français attendaient avec angoisse l'impact des V2 qui ne devaient logiquement pas manquer de suivre le premier, rien ne vint... pourquoi ? On en connaît aujourd'hui, sinon les raisons profondes, du moins les circonstances. Le major Schulz, commandant le groupe Sud, nota en effet dans son rapport du 27 septembre 1944 : " 8 septembre 1944 ; au cours des premières heures de la matinée, deux engins sont tirés sur Paris ; le soir, la poursuite des tirs sur des cibles situées en France est interdite par ordre du Reichsführer SS Himmler."

Mais pourquoi ce traitement de faveur ? Un texte peu connu en donne la clef, texte cité par deux auteurs⁷ qui ne réalisèrent cependant pas combien la menace avait été réelle, puisqu'ils ignoraient que les tirs de réglage avaient déjà commencé.

Il s'agit d'une note rédigée le 1er octobre 1944, par l'ambassadeur Ritter, alors représentant du ministère des affaires étrangères auprès de l'OKW⁸. Le colonel Poleck me communique ce qui suit : l'emploi des V1 et V2 est effectué par une unité spéciale commandée par le S.S. Gruppenführer Kammler qui reçoit à cet effet ses ordres directement du Führer. Le S.S. Gruppenführer Kammler a proposé au Führer de bombarder Paris à partir du 3 octobre avec des armes à longue portée. L'OKW ne trouve pas que cette mesure soit opportune pour diverses raisons. Si l'on se réfère à l'appellation V (Vergeltung), les conditions nécessaires ne sont pas remplies. Jusqu'à présent l'aviation française n'a lancé aucune attaque terroriste contre les villes allemandes. Le bombardement de Paris aurait des effets défavorables sur la politique germano-française, la politique européenne, Pétain et Laval. Étant donné la confusion qui règne en France et l'opposition grandissante de la population à l'égard des Anglo-Américains, le bombardement de Paris aurait probablement un effet unificateur. L'OKW désire être informé de l'opinion des Affaires Étrangères à ce sujet. L'OKW et les militaires avaient pu cette fois gagner Hitler à leurs vues contre Himmler et les S.S".

• En 1985, le même auteur, Roland Hautefeuille fait paraître un livre, *Constructions spéciales*, très détaillé sur les grands ouvrages destinés à abriter des installations de tir pour "FZG" ou V1, "A4" ou V2 et "HDP" ou V3 ainsi que la production d'oxygène liquide pour certains d'eux. Dans les derniers jours de mars 1943, "l'Organisation Todt" entreprend, effectivement, des travaux de très grande ampleur et ouvre plusieurs chantiers. L'auteur s'emploie à retracer l'histoire de 9 sites sur le territoire français (Cotentin et Pas-de-Calais), le déploiement d'armes stratégiques nouvelles, le choix entre des sites fixes protégés et des installations de tir mobiles, les techniques d'interprétation de photographies aériennes, etc.

Le centre de recherches de Peenemünde, construit en 1936 ne cesse de se développer jusqu'en 1943. Il précise encore : " Tout semblait annoncer que l'année 1944 serait décisive pour le déroulement de la guerre en Europe : la situation de l'Allemagne ne cessait de se détériorer sur tous les fronts et la question était de savoir combien de temps elle pourrait continuer sa résistance obstinée contre tant

d'adversaires dont le potentiel humain et industriel était plusieurs fois supérieur au sien..."

Après une description précise des lieux, l'auteur évoque le débarquement en Normandie, le 6 juin 1944, et continue à suivre le destin des 4 sites du Cotentin et des 5 sites du Pas-de-Calais. Quant à l'A4 (V2), il précise que " les nombreux tirs d'essais réalisés au polygone de Blizna, en Pologne, avaient permis de cerner empiriquement les causes de la désintégration prématurée de la fusée ; la mise en service de l'engin paraissait donc proche.

Par ailleurs la situation générale ne cesse d'empirer sous les attaques aériennes répétées des Alliés. Le 7 juillet 1944, des ordres des hautes sphères allemandes furent données pour la "destruction par explosion et annihilation des constructions spéciales". A toutes ces mauvaises nouvelles, s'ajoutait l'attentat manqué du 20 juillet 1944 contre Hitler lui-même...

Toutefois, les progrès de la mise au point ou les perfectionnements des armes nouvelles FZG 76 ou V1 et A4 ou V2 permettaient leur déploiement à partir d'installations légères ou même complètement mobiles, beaucoup moins vulnérables aux attaques de l'adversaire. A partir du 6 août 1944, la responsabilité du déploiement du V2 est donnée au docteur ingénieur H. Kammler. La SS achève sa main mise sur les armes nouvelles en imposant son contrôle sur la totalité du cycle A4 (V2) ainsi que sur les installations du FZG 76 (V1).

Au mois d'août 1944, le commandement du département des fusées A4 se partageait entre le général Walter Dornberger, pour ce qui concerne la mise au point définitive de l'engin ou l'instruction des unités de lancement, et le général Richard Metz à qui il revenait de bientôt définir la tactique qui serait utilisée avec l'arme nouvelle, dès son apparition sur le théâtre opérationnel. Le prodige scientifique Wernher von Braun (1912-1977) avait, bien sûr, été à la base de la conception et des améliorations apportées à l'A4 : sa fructueuse collaboration technique avec son ami Walter Dornberger aboutissait maintenant à l'achèvement prévisible de l'engin qu'ils avaient conçu en commun".

- Dans la *Revue historique des Armées*, n°1, 1987, Roland Hautefeuille, sans qui aucun chercheur ou historien ne peut aborder la question des armes "V", sans faire référence à son énorme travail de décryptage d'archives, rédige un article titré "Le bombardement de Paris par V2, septembre-octobre 1944". Il rappelle quelques notions citées précédemment puis indique les opérations relevées dans le "rapport succinct du déploiement du Groupe sud dans les Ardennes" rédigé par le Major allemand Schulz, le 27 septembre 1944.

Ci-après quelques extraits :

2-9-1944 - Le Major Schulz reçoit l'ordre d'entreprendre le déploiement du groupe sud avec, pour objectif, l'ouverture du feu contre Paris avec le 836e bataillon d'artillerie motorisé, constitué des 2e et 3e batteries, de la 444e batterie expériment-

tale, de la 3e compagnie technique du 91e bataillon d'artillerie motorisé et des échelons de ravitaillement du 900e bataillon de transport.

Au cours de la matinée, regroupement à Baumholder avec le reste du 836e bataillon, sous la conduite du Major Eschweiler. Le bataillon est chargé sur des wagons de chemin de fer à destination de Gand, mais est arrêté entre-temps et reçoit l'ordre de retourner à Baumholder. L'impossibilité de pouvoir se diriger vers le sud du Luxembourg, en raison de la présence ennemie, oblige à faire mouvement vers la région Düren-Euskirchen. Après de graves difficultés et discussions avec les bureaux de transport de Mayence et Cologne, on réussit à arrêter les mouvements et à obtenir de la Direction des transports du Centre l'ordre correspondant.

3-9-1944 - Reconnaissance des zones de concentration et positions dans la région de La Roche en Ardenne/Baraque de Fraiture.

20 heures : Conférence du Major Schulz avec l'Obergruppenführer Kammler à Marbach (Hunstrück. Höhenstrasse) au sujet des résultats de la reconnaissance.

4-9-1944 - A 5 h 30, le 836e bataillon reçoit l'ordre de se déployer. La marche suivra deux routes dont l'une passe par Saint-Vith, l'autre par Schleiden. Liaison du major Schulz avec l'Ob West à Coblenz. Les troupes se mettent en mouvement à 19 heures. A l'aube du 5 septembre les unités atteignent les zones de concentration ordonnées.

5-9-1944 - Visite de l'Obergruppenführer Kammler dans la zone de déploiement. La situation résultant de l'offensive ennemie s'est considérablement aggravée pour le déploiement du groupe sud. Sur ordre de l'Obergruppenführer Kammler, seules la 444e batterie expérimentale et la 3e compagnie technique du 91e bataillon seront mises en batterie. A la suite de difficultés de déchargement, la colonne transportant les engins ne peut se mettre en route que vers 5 heures, et arriver dans la zone de déploiement que vers 17 heures.

6-9-1944 - A la suite de difficultés de ravitaillement, il manque les détonateurs et les charges explosives. Les deux premiers engins ne sont remis à la batterie chargée du tir que vers 2 ou 3 heures. Les deux tentatives de tir au cours de la matinée échouent. Après un fonctionnement satisfaisant de l'allumage et du premier stade de mise en route du moteur, celui-ci s'arrête subitement, immédiatement après le déclenchement de la poussée maximum. On procède à la vidange des réservoirs des engins qui sont renvoyés vers l'arrière. Motif de la panne : les I. Gerät ne fonctionnent plus correctement en raison d'un stockage prolongé.

6-9-1944, encore - Le rapport sur la situation de l'ennemi au cours de l'après-midi - seul un groupe de combat de la 2e Panzer Division de la force d'un bataillon se trouve à une distance d'environ 25 kilomètres sur un front de 30 kilomètres en avant de la zone de déploiement - contraint à la décision de replier les troupes engagées vers la région de Saint-Vith, à partir de laquelle le tir sur cible ordonnée est toujours possible. Le soir, conférence à ce sujet à Roitzheim en présence de l'Obergruppenführer Kammler.

7-9-1944, 8 heures - Échange de vues sur le déploiement à Saint-Vith. La batterie sera installée sur une route près de Sterpigny, au sud-ouest de Bochholz, les unités

techniques et de ravitaillement le seront dans la région à l'est de Saint-Vith, près de Breitfeld.

8-9-1944 - Au cours des premières heures de la matinée, deux engins sont tirés sur Paris... L'impact de l'un de ces engins, probablement le premier, n'a jamais été retrouvé ; il est vraisemblable qu'il se désintégra lors de sa rentrée dans les basses couches denses de l'atmosphère, phénomène qui marqua nombre de V2, surtout au début de leur emploi. Le second effectua un parcours sans faute d'environ quatre minutes et demie, et explosa à 11 heures, dans la banlieue sud-est de Paris, à Charentonneau (Maisons-Alfort), à 320 kilomètres de son point de départ, tuant et blessant une vingtaine de personnes et provoquant d'importants dégâts matériels. Le professeur Moureu, alors directeur du Laboratoire municipal de la ville de Paris, se rendit immédiatement sur les lieux, accompagné de son adjoint, M. Chovin, et d'une équipe de techniciens. On lit notamment dans son rapport : le 8 septembre 1944, à 11 heures du matin, une explosion soudaine se produisit à Charentonneau (Maisons-Alfort). Prévenu aussitôt par les services de police, je procédai sur place à un certain nombre de constatations qui me firent pressentir l'apparition d'un engin nouveau, nettement différent du VI, ceci ressortant à la fois de l'examen des débris (roulements à billes, appareillage électrique soigné, pièces usinées avec précision), de l'étendue des dégâts et du fait surprenant que l'on n'avait entendu aucun bruit précéder l'explosion et que, dans le même temps, il n'avait été signalé le passage d'aucun avion. Les débris recueillis par mon service ne permettant pas une identification d'un engin qui s'avérait extrêmement complexe, je les remis au docteur Woodruff, et ils partirent aussitôt pour les États-Unis aux fins d'examen. C'est le même jour, mais dans la soirée, que Londres reçut le premier V2 tiré des environs de La Haye par le 485^e bataillon d'artillerie motorisé. L'engin explosa très exactement à 18 h 43 à Chiswick, tuant 3 personnes et en blessant gravement 17... Un double "Bang" avait été fortement entendu, mais après l'explosion... 16 secondes plus tard, une deuxième fusée tomba près d'Epping (Essex)... Dans les jours qui suivirent, une moyenne de deux "incidents" (ainsi désignait-on à Londres les impacts de V2) par jour fut enregistrée".

- Lambert Grailet, auteur liégeois, rédigea de nombreuses publications. Il fit des recherches à l'occasion de la commémoration du cinquantenaire des événements de 1941-1945 en Belgique et ce fut, avec l'aide d'autres chercheurs, la découverte et l'identification précise des sites de lancement des premiers V2 allemands, tirés sur Paris depuis l'Ardenne belge.

Une première étude parut en 1993 dans la revue *Segnia* (Houffalize) : "Le premier V2 opérationnel fut tiré de l'Ardenne !"

"Un peu d'histoire... La batterie 444 : expérimentale et secrète. Le dimanche 3 septembre 1944, au début de l'après-midi, un groupe d'officiers allemands se présente au perron du château du Bois St-Jean dans les Ardennes Belges et signifie au comte Charles de Limburg Stirum son désir d'occuper sa demeure et les dépendances. Les intéressés se disent chargés de prévoir l'installation d'une unité de 250 hommes.

Depuis la veille, c'est-à-dire le 2 septembre 1944 au soir, un détachement d'artillerie mobile relevant de l'artillerie-Abteilung 836 s'était mis en route vers la Belgique malgré les difficultés considérables résultant de la situation catastrophique qui prévalait alors à l'ouest. Il s'agissait de la batterie 444, désignée comme étant la "batterie expérimentale" de son bataillon.

La colonne montrait les véhicules les plus inattendus, allant même jusqu'à soulever l'étonnement lors de leur passage. Dans la file des camions, s'intégraient des tracteurs qui tiraient à leur suite une longue et robuste remorque d'une conception remarquable, aux nombreux trains de roues couplées : les Meillerwagen. Sur ces derniers, reposaient des sortes de fuselages d'avions sans ailes, recouverts de bâches épaisses sous lesquelles on devinait la forme des empennages. Que penser alors de ce mystérieux matériel de guerre, de ces engins soigneusement dissimulés au regard des indiscrets et dont la longueur pouvait être évaluée à une quinzaine de mètres ? Dans la colonne en marche, un nombre de véhicules formait ensuite ce que les Allemands appelaient la Treibstoff-Kolonne, groupe de camions-citernes chargés de véhiculer les tonnes d'agents propulseurs des engins, tels l'oxygène liquide et l'alcool. Puis, suivaient les réserves du carburant nécessaire au déplacement et les autres tonnes d'un explosif, l'Amatol, dont l'ogive des fusées serait pourvue.

De nombreux camions transportaient en effet un personnel militaire dont les plus anciens avaient été formés à Peenemünde (golfe de Poméranie) sous la direction des savants Von Braun et Dornberger. Mais, après le bombardement massif de ce grand centre d'essai des armes nouvelles, le 17 août 1943, l'ordre avait été donné à la batterie expérimentale de parfaire sa formation au polygone de Blizna, situé en Pologne et dépendant de la Waffen SS. Un certain nombre de véhicules était donc réservé à un personnel hautement spécialisé : des ingénieurs portant l'uniforme, et de nombreux soldats retenus pour leurs compétences techniques.

Partie d'Euskirchen dans la soirée du 2 septembre 1944, la colonne se répartit aux alentours de la Baraque de Fraiture dès l'aube du 5 septembre. Restant camouflée pendant le jour, il lui avait fallu trois longues nuits pour atteindre sa destination. La nature secrète de son expédition en Ardenne belge lui dictait avant tout d'entourer sa démarche d'une discrétion stricte. Et c'est sans aucun doute cette volonté et cette obligation de ne pas apparaître au grand jour qui détermineront le fait de sa présence quasi ignorée dans le pays de Houffalize.

Paris choisi pour cible.

L'officier supérieur qui supervisait l'opération en Ardenne, était une personnalité particulièrement énergique, animée d'un fanatisme inébranlable qui lui permettait de poursuivre, de jour ou de nuit, une activité soutenue : le docteur ingénieur Hans Kammler. Le 31 août 1944, à Bruxelles, Hans Kammler avait habilement provoqué la réunion urgente de ceux qui présidaient alors aux destinées de ce que les initiés dénommaient l'Einsatz A-4, l'entrée en ligne de l'arme vengeresse V2, telle que l'appellera la "Propaganda" de Goebbels. Aucun des généraux présents n'ignorait que l'ordre du jour porterait sur les dispositions immédiates à prendre en vue du

bombardement de Londres par V2 ; c'est ce que Adolf Hitler voulait sans délai. La réunion semblait avoir démarré sur des bases constructives quand, après s'être fait attendre, le chef d'état-major du 65e Corps d'armée, Eugen Walter, avait cru bon de rappeler, mal à propos, le commandement supérieur dont il était investi. En réponse, une nouvelle inattendue, annoncée par un Kammler furieux, avait soulevé le tollé général : il brandissait un telex qu'il venait de recevoir la veille. L'important document émanait en ligne directe du QG d'Adolf Hitler, à Rastenburg en Prusse orientale, et donnait suite favorable à la demande du Dr. Ing. Kammler, SS. Gruppenführer und Generalleutnant der Waffen SS : la moitié des tirs sera dirigée sur Londres, l'autre moitié sur Paris !

C'est la batterie 444 qui est chargée d'ouvrir le feu sur Paris. La logistique de celle-ci serait assurée par l'A.A. 836. Pour atteindre la capitale française avec des fusées de type A4, d'un poids approchant les 13 tonnes au départ dont 8 760 kg de carburant liquide, il fallait se rapprocher le plus possible de son objectif. Le V2 avait en effet un rayon d'action maximum d'environ 350 kilomètres. Pour réussir cette grande première opérationnelle, Kammler n'avait pas jeté son dévolu sur l'Ardenne belge au hasard. A maints égards, la région des Tailles répondait favorablement aux critères de choix d'une zone de déploiement : la distance à vol d'oiseau jusqu'à la cible, le couvert forestier, la solitude des lieux, la proximité du territoire allemand d'alors où, jusqu'à Beho et Poteau, une agitation maquisarde semblait improbable... mais surtout sa situation, à ce moment, par rapport à l'ensemble de l'avance alliée.

Au Beuleu, un lancement réussi de l'ancêtre de nos fusées spatiales.

Au matin du 7 septembre, le gros matériel de la batterie 444 attendait de nouvelles instructions en vue des prochains tirs sur Paris. Dans la matinée, les spécialistes se mirent très tôt à la recherche d'un site convenable. Ils remontent la route 827, traversent Gouvy et, peu avant d'atteindre Sterpigny, trouvent ce qui leur convient parfaitement : le bois dit Le Beuleu... plus précisément l'endroit où la route reçoit, à sa droite, un solide chemin qu'empruntent couramment des véhicules forestiers.

Dès l'aube de ce vendredi 8 septembre 1944, les Meillerwagen et leur accompagnement avaient quitté le bivouac de Rouges Fosses. Au carrefour d'Halconreux, ils s'étaient engagés en direction de Sterpigny, pour atteindre l'endroit sélectionné et procéder sans tarder aux préparatifs du premier tir. Vers 7 h du matin, la première remorque reculait en marche arrière dans le chemin forestier pour y déposer son chargement. La manœuvre de mise à la verticale par les vérins hydrauliques pouvait aussitôt débuter. Elle serait suivie des contrôles et des réglages opérés par les spécialistes qui laisseraient enfin la place aux lourds camions-citernes de la Treibsstoff-Kolonne, derniers servants de la fusée avant son envol.

Tout à coup vers 8 h 45, en ce vendredi 8 septembre 1944, un bruit terrifiant déchira le calme bucolique. D'après les témoignages, le vacarme inexplicable fut suivi d'un "coup de canon". L'air ambiant vibrait comme si une catastrophe naturelle était en train de frapper le pays... en ce jour pourtant si béni de la Nativité de

Notre-Dame ! À la ferme d'Halconreux, le groupe d'Allemands qui cuisinait son repas matinal se jeta par terre, dans une panique incroyable pour des combattants qui certainement en avaient vu d'autres : ils ignoraient manifestement que des artilleurs procédaient, à moins de deux kilomètres, au tir d'une arme jusque-là inconnue. A peine distants de 800 mètres à vol d'oiseau du point d'où parvenait le bruit d'enfer, les Nisen gisaient la face contre terre, non sans, quand même, risquer un coup d'œil furtif vers le danger qui allait peut-être les anéantir. Assez rapproché d'eux sans le savoir, Théophile Claus avait lancé ses instruments aratoires au diable et, couché par terre comme s'il allait subir un bombardement, tenta un regard vers Le Beuleu. Les trois témoins assistaient ainsi à un spectacle extraordinaire pour l'époque. Sans doute, étaient-ils alors les premiers civils dans le monde à assister au tir d'un missile balistique sur le théâtre opérationnel ! A partir de ce moment, l'engin, qui se désignait par A4 au stade expérimental, se nommerait désormais V2, l'arme de la vengeance.

Ils venaient en effet d'apercevoir la première fusée qui, après s'être maintenue sur son banc pendant un court mais interminable moment de terreur, s'élevait majestueusement vers le ciel. Lentement d'abord, puis de plus en plus vite, elle avait surgi de derrière l'écran vert foncé que dressaient autour d'elle les frondaisons du Beuleu. Alors que son grondement dantesque et le frémissement ambiant s'amenuisaient, elle filait de plus en plus haut avec son panache de flamme orange à la queue. C'était en quelque sorte une comète qui allait très vite disparaître. "Inoubliable et affolant spectacle qui restera à jamais gravé dans ma mémoire", dit encore Marcelle Nisen, cinquante ans après...

"Ce premier V2 s'est très certainement brisé en plein vol. Il est certes bien parti sans connaître l'échec au sol, mais il a disparu en plein ciel vers son objectif". L'expérience avait prouvé que, quand une fusée connaissait une telle avarie, l'ogive, qui contenait la charge explosive et le compartiment à appareils, poursuivait généralement sa trajectoire pour aller s'écraser au sol, à longue distance. Ce n'était pas le cas pour le premier engin tiré du Beuleu, car "il disparut sans laisser de trace". Il s'était désagrégé à très haute altitude.

Un tir qui manque sa cible de quelques kilomètres et touche Maisons-Alfort.

A 11 h, alors que les témoins de l'événement sensationnel se remettaient à peine de ce qu'ils avaient ressenti un peu plus de deux heures auparavant, on allait encore éprouver de la terreur dans les alentours du Beuleu.

Cette fois, l'engin fut lancé depuis le côté droit de la route en allant vers Sterpigny, à quelques mètres de l'aire du lancement précédent où le jet des gaz enflammés avait calciné toute la végétation environnante.

Comme à chaque lancement réussi, une pluie d'étincelles répondit sans faillir à l'ordre du démarrage. Elle se transforma presque aussitôt en un jet gazeux rouge et jaune. En quelques secondes, le volume de celui-ci prit assez de puissance pour faire décoller les treize tonnes et demie du V2, depuis son Bodenplatte. Celui-ci reposait sur le revêtement routier ! Qui donc eût pensé à ce moment que ce spec-

tacle, dont une modeste voie en Ardenne servait de décor, préfigurait ce que nous trouvons tout à fait normal de voir maintenant à Cap Canaveral ? Dans la chambre de combustion du carburant, 125 litres par seconde du mélange alcool oxygène avaient brûlé pour atteindre la poussée ascensionnelle de 26 tonnes, nécessaire au décollage. Plus le V2 brûlait son énergie potentielle, plus sa vitesse augmentait car il n'en devenait que plus léger ! Dans le ciel bleu ardennais, après avoir vite fait entendre son double bang supersonique, l'engin, suivi de la flamme orange, poursuivit sa course programmée, dans le même contexte terrifiant de roulements de tonnerre et du vrombissement qui avait caractérisé le lancer précédent. Septante (70) secondes avaient suffi pour que la sinistre machine atteigne la hauteur de 50 km et pour que, sa combustion d'énergie achevée, elle continue sur sa lancée jusqu'à l'altitude alors inimaginable de 90 km ! Mais cet inimaginable ne tenait pas seulement à la réalité d'une performance savante et technique qui était en train de s'accomplir, ce jour-là, au-dessus de l'Ardenne belge et du nord de la France. Ce qui l'aurait encore été davantage - mais personne en dehors des initiés qui présidaient à l'opération ne pouvait le savoir - c'eût été d'entrevoir les retombées que sa trajectoire aux desseins funestes allait provoquer.

En fait, vers le trentième kilomètre en direction de son "apogée", un dispositif auto-commandé de ses gouvernes et tuyère l'avait fait changer de cap pour adopter progressivement une inclinaison de 45°. Celle-ci était nécessaire, si on voulait que le V2 atteigne la portée de 350 kilomètres, distance à vol d'oiseau entre le bois du Beuleu et la Ville lumière, désignée sous le symbole "0303" par l'artillerie allemande.

S'étant ainsi hissé à 90 000 mètres dans la haute atmosphère, moteur dépourvu de toute énergie, l'engin était à bout de souffle. Mais il avait accompli la moitié du large mouvement que des calculs savants lui avaient prescrit de décrire dans le ciel. C'est alors qu'il bascule et retombe pour achever le tracé parabolique auquel la balistique l'a contraint. Ce n'est plus la combustion du propergol qui lui imprime maintenant sa vélocité satanique... c'est l'accélération de la pesanteur, l'attraction terrestre. Comme l'éclair, "l'épée de Damoclès" avait délaissé le ciel de Houffalize pour atteindre la banlieue parisienne sur laquelle elle fonce, à une vitesse de plusieurs fois celle du son. Sa redoutable pointe ogivale en avant, garnie de sa tonne d'explosif, va-t-elle s'écraser en plein milieu d'un quartier habité ?

Un peu moins de cinq minutes après son lancement du Beuleu, le V2 était tombé à Maisons-Alfort. Il était 11 h 05 et cette réussite dramatique apparaissait comme une grande première mondiale sur le théâtre opérationnel. Là où l'arme imparable de la vengeance allemande venait d'éclater, au point d'impact, le malheur était accompli avant que ne retentisse le double bang supersonique, tant l'irruption de l'engin avait été fulgurante. Le nombre des personnes tuées était de six. Mais, parmi les 36 blessés, il est possible que certains d'entre eux soient morts des suites de leurs blessures... Parmi les six victimes, il y avait une fillette de 4 mois (sur l'acte de décès : 2 mois), un garçon de 8 ans, une jeune femme de 24 ans, un homme de 34 ans, une femme de 48 ans (52 ans) et une grand mère de 73 ans. Les certificats de

leur décès ce vendredi 8 septembre 1944 mentionnent qu'ils "sont morts pour la France".

Après cette publication parue en 1993, particulièrement intéressante, de nombreux témoins se manifestèrent et d'autres archives furent retrouvées.

- En 1996, Lambert Grailet livre le résultat de ses nouvelles recherches en trois volumes. La "Série V" concerne les armes "V" utilisées contre Liège, Paris et Luxembourg.

La correspondance de ce chercheur passionné, datée du 21 avril 1998, fait état de "ses encouragements les plus cordiaux pour tout emprunt à sa publication sur le premier V2". Le texte précédent, très précis pour ce qui concerne Maisons-Alfort, est complété, dans son ouvrage intitulé *Première mondiale pour le V2 sur Paris - le 8 septembre 1944 à Gouvy, en Ardenne belge* (Série "V" - n°2), par des informations recueillies auprès de Roland Hautefeuille dont l'apport en la matière est considérable et qui ouvrit la porte aux investigations des chercheurs qui ont suivi.

Dans son deuxième texte, Lambert Grailet indique : " La nouvelle du premier tir de 8 h 40, ce vendredi 8 septembre 1944, en cette période où il était préférable de ne pas trop circuler sur les routes, s'était quand même répandue dans les hameaux autour du bois. A défaut de pouvoir apporter une interprétation valable du phénomène sonore, dont personne n'avait jamais connu de semblable jusque là, la version la plus admise fut celle d'un énorme canon allemand, du type Grosse Bertha de 14-18, qui avait tiré sur Paris... depuis le Beuleu.

C'est d'ailleurs l'explication qui perdurera longtemps. Un demi-siècle plus tard, elle était toujours entendue dans la région ! A 11 h, le deuxième engin fut lancé depuis le côté droit de la route en allant vers Sterpigny, à quelques mètres du lancement précédent où le jet des gaz enflammés avait calciné toute la végétation environnante. Il valait mieux s'écarter un peu de cet endroit, même si c'était aux dépens du camouflage".

Théophile Claus, fermier-forestier à Halconreux témoigne :

Les V2 occupèrent deux places voisines, au même endroit du Beuleu, où le chemin forestier et la route se rencontrent. Les points de lancement se firent dans la voie de débardage. Des heures après, les arbres du chemin du Beuleu brûlaient et leur résine suintait. Un groupe de douze "Commandos wallons", relevant du sous-secteur Thill (Secteur 4 - Zone V de l'armée secrète), cantonnait à peu de distance du site de lancement, dans le bois même. Nous étions à quatre cents mètres de la route 827 menant à Sterpigny...Le bruit infernal nous a surpris et nous nous sommes plaqués au sol lors du premier tir ! nous rapporte l'ancien maquisard Charles Molitor quand il évoque ce souvenir inoubliable.

Au même moment, Albert Finck, instituteur à Sterpigny, éprouvait une telle crainte qu'il la consigna dans un carnet personnel : 1944... Vendredi 8 septembre : 8 h 30. Un bruit infernal ! Tout tremble et l'air semble se déchirer... Une immense boule de feu monte obliquement, puis file horizontalement et disparaît. Un VI (V2 ?) est parti, à 1 km de Sterpigny".

Les Maisonnais étaient loin de se douter, le 8 septembre 1944, que le drame qu'ils vivaient les rattacherait, 35 ans après, à l'histoire de la fusée européenne Ariane. (Premier lancement avec succès en 1979).

- Enfin, à noter, que dans la série télévisée " Les dossiers de l'Histoire", un documentaire d'Yves Le Maner sur "les armes secrètes d'Hitler", a été plusieurs fois programmé. L'explosion du premier V2 à Maisons-Alfort, le 8 septembre 1944, est évidemment mentionnée.

SUR LE TERRAIN

Constat et communications.

Le constat établi, le jour même, par le professeur Moureu, aimablement communiqué, est reproduit ci-après, en totalité, sous sa forme originale, ainsi que deux communications.

Le colonel Henry Moureu, directeur du Laboratoire municipal de Paris, conseiller technique de la Défense passive, conseiller scientifique de l'État-Major de l'Armée, est décédé à Pau le 14 juillet 1978.

Pour permettre de situer le point d'impact du V2 et de visualiser le rapport du professeur Moureu, un plan de la ville est présenté.

TÉMOIGNAGES.

La recherche de témoins ayant vécu cet événement inoubliable et dramatique, s'avère à la fois difficile, délicate et passionnante. Citons tout d'abord, deux sources écrites en 1944, découvertes par hasard :

- Une carte postale montrant la rue de Créteil (av. du Général Leclerc) à Maisons-Alfort.

- Lors de recherches précédentes concernant "l'École et l'Enseignement à Maisons-Alfort", la consultation d'un registre du groupe scolaire Condorcet à Charentonneau, permit de lire cette mention émouvante bien que succincte : "Colette D. née le 13 novembre 1934. Le père René D., inspecteur au gaz, demeurant rue des Ormes (Arthur Dalidet).

octobre 1944 : sortie - bonne élève - intelligente et sérieuse - progrès réguliers - est partie à Paris après avoir été bombardée. Maison détruite. Mère blessée. Sœur tuée." En effet, parmi les victimes, on déplore le décès d'un bébé de 2 mois : Jeannine, Pierrette D.

Des Maisonnais, encore très marqués par ce drame, témoignent aujourd'hui, donnent des détails d'une étonnante précision et communiquent aimablement leurs archives personnelles. Plusieurs personnes racontent qu'elles ont été projetées violemment au sol, dans les maisons et les rues avoisinantes. L'impact du V2 se fit à proximité de plusieurs roulottes de forains. Certains ont tout perdu. L'explosion a eu des effets de souffle remarquablement puissants, des portes et des fenêtres situées dans un rayon de 50 à 80 mètres étaient arrachées, des portes de garage à enroulement gonflées, ventruées... Près du point d'impact, la terre projetée en l'air est retombée avec force sur des volailles qui ont été enterrées.

Des témoins sont encore critiques, aujourd'hui, lorsqu'ils racontent qu'un marchand ambulant s'était installé près des barrières de sécurité placées aux travers de la rue des Sapins, pour vendre des glaces aux curieux... Dans cette matinée du 8 septembre 1944, de nombreux Maisonnais se trouvaient rue de Créteil (av. du Général Leclerc) pour regarder passer la Division Leclerc, des troupes françaises, américaines et canadiennes qui se dirigeaient vers l'Est afin de poursuivre la libération du territoire. Leur curiosité les a sauvé ! Les témoignages et les dix-huit photographies prises à l'époque, documents particulièrement intéressants et émouvants, figurent dans la brochure éditée par l'AMAH.

FICHE TECHNIQUE

Le missile A4 ou V2 est un engin balistique particulièrement complexe, constitué de plusieurs milliers de pièces. Cette étude n'a pas la prétention de donner au lecteur des informations sur la construction et le fonctionnement de la première fusée à longue portée, utilisant un combustible liquide. Pour plus amples informations techniques, il conviendra de se reporter aux descriptions faites par des spécialistes.

Ci-après une fiche extraite de l'ouvrage de Lambert Grailet, déjà cité, ainsi que quelques illustrations.

Un rapport établi le 15 juin 1947, conservé aux Archives de l'Armée de l'air, au château de Vincennes, précise : le V2 est un projectile décrivant dans la haute atmosphère, après une brève course auto propulsée et guidée, une parabole libre qui l'amène sur l'objectif visé à l'énorme vitesse de 4 000 km/heure.

Trois chapitres sont consacrés au "principe fondamental du V2", à ses caractéristiques principales et à ses performances.

Trajectoire du V2 :

AB : phase propulsive

BC : trajectoire parabolique du projectile libre

CD : chute dans la basse atmosphère

Les portées AD, AD1 et AD2 dépendent de la longueur de la phase propulsive (AB, AB1, AB2) dans la partie rectiligne à 45° de la trajectoire.

Le missile balistique allemand Peenemünde A-4 "V2"

Moteur : une fusée alimentée au combustible liquide — oxygène liquide et alcool éthylique — de 31 752 kg de poussée.

Puissance : 975 kg d'un explosif puissant.

Vitesse : 5 535 km/h maximum.

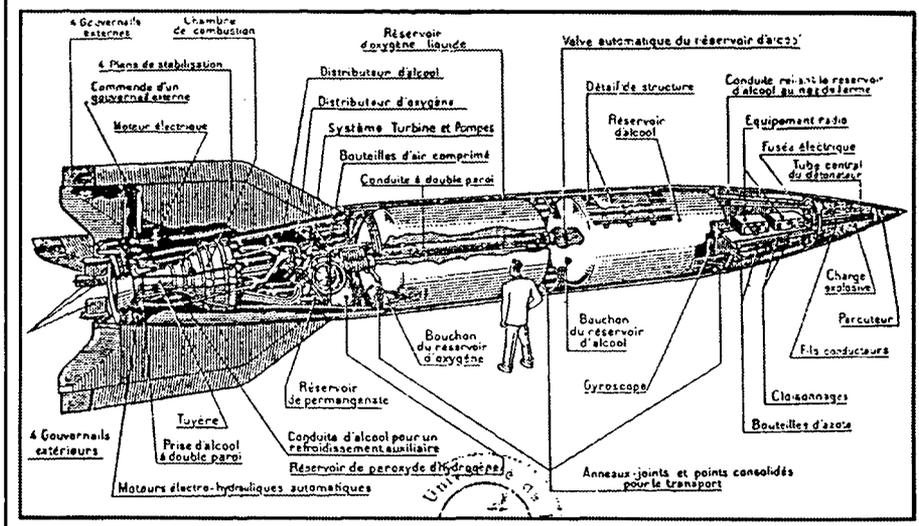
Distance franchissable : 298 km.

Poids en charge : 12 927 kg.

Diamètre : 1,64 m.

Hauteur : 14,29 m.

Largeur : 3,55 m (au niveau des ailerons).

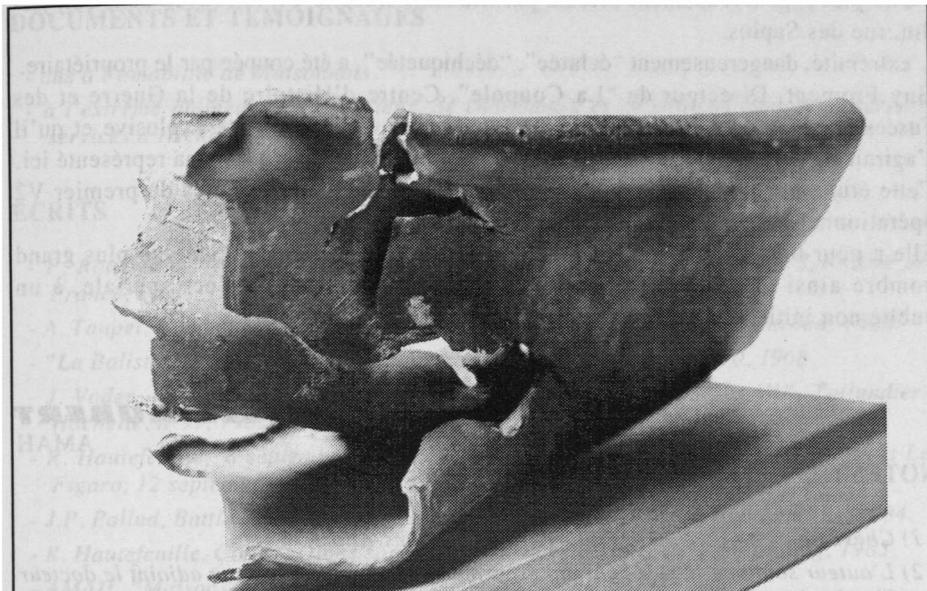


Il est vraisemblable que l'engin tiré le 8 septembre 1944 sur la cible 0303 / Paris / Maisons-Alfort, n'était pas muni de sa charge opérationnelle mais d'une charge d'un poids inférieur, estimé par le professeur Moureu à 700 ou 800 kg, réduisant ainsi la puissance explosive.

Au musée de Maisons-Alfort.

Deux pièces, appartenant au V2 tiré de l'Ardenne belge qui a explosé à Charentonneau - Maisons-Alfort, le 8 septembre 1944, sont conservées au Musée d'Histoire locale situé au 9, rue Victor-Hugo.

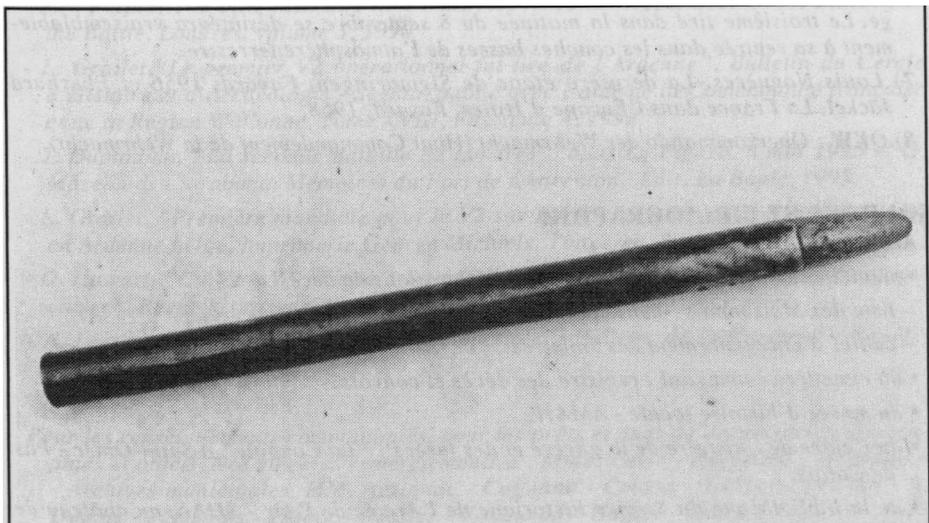
Les photographies en sont reproduites ci-dessous.



Eclat

Longueur : 34 cm, diamètre : environ 17 cm, poids : 4,250 kg

•Un éclat, remis à l'époque à la Municipalité par l'un des sinistrés



Longueur : 33,5 cm, diamètre : 2,2 cm, poids : 1,200 kg

- Une pièce, généreusement offerte par Madame Lucette C., retrouvée dans son jardin, rue des Sapins.

L'extrémité, dangereusement "éclatée", "déchiquetée", a été coupée par le propriétaire. Guy Froment, Directeur de "La Coupole", Centre d'Histoire de la Guerre et des Fusées, à Saint-Omer, indique que cette pièce provient de la tête explosive et qu'il s'agirait du détonateur. Il joint à sa lettre du 6 octobre 1997, le schéma représenté ici. Cette étude est dédiée aux victimes civiles innocentes, aux sinistrés du premier V2 opérationnel.

Elle a pour but également, de faire connaître cet événement tragique au plus grand nombre ainsi que l'histoire du premier engin balistique de l'ère spatiale, à un public non initié.

MARCELLE AUBERT
AMAH

NOTES :

- 1) Charentonneau est l'un des quartiers de Maisons-Alfort.
- 2) L'auteur souligne le rôle éminent du professeur Moureu et de son adjoint le docteur Chovin dans le démarrage du programme spatial français, grâce aux initiatives prises pour l'exploitation des découvertes allemandes en ce domaine.
- 3) Aggregat 4 : ensemble n°4.
- 4) Vergeltung Waffe 2 : arme de représailles n°2.
- 5) Petit village de pêcheurs situé sur la côte nord de l'île d'Usedom.
- 6) Deux le 6 septembre à cause d'une défaillance de la plateforme inertielle de guidage. Le troisième tiré dans la matinée du 8 septembre se désintégra vraisemblablement à sa rentrée dans les couches basses de l'atmosphère terrestre.
- 7) Louis Noguères, *La dernière étape de Sigmaringen*, Fayard, 1956 et Eberhard Jäckel, *La France dans l'Europe d'Hitler*, Fayard, 1968.
- 8) OKW : Oberkommando der Wehrmacht (Haut Commandement de la Wehrmacht).

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

Archives :

- municipales : état civil et registre des déclarations de décès.
- liste des Maisonnais "morts pour la France".
- cahier d'enregistrement des sinistrés.
- du cimetière communal : registre des décès et convois.
- du musée d'histoire locale - AMAH.
- du Centre de l'histoire de la guerre et des fusées - "La Coupole" à Saint-Omer - Pas de Calais.
- de la bibliothèque du Service historique de l'Armée de l'Air - SHAA, au château de Vincennes - Val-de-Marne.

Journaux : collection personnelle de l'auteur.

DOCUMENTS ET TÉMOIGNAGES

- dus à l'amabilité de Maisonnais.
- à l'extrême obligeance d'historiens, de chercheurs et de responsables de différents services d'Archives militaires.

ÉCRITS

- P. Rousseau, *Miroir de l'histoire, "Des V2 aux Spoutniks"*, Nouvelle Librairie de France, Paris, 1958.
- A. Toupet, *Combat pour les V1*, Imprimerie Clerc, Saint-Armand- Montrond, 1966.
- "La Balistique", Presses universitaires de France, coll. QJSJ, n°470, 1968
- J. Vader, *Historia Magazine, La Deuxième Guerre mondiale, "Les V1"*, Tallandier-Hachette, n°97, 1982
- R. Hautefeuille, "8 septembre 1944, Paris a failli être détruit par les V2", dans *Le Figaro*, 12 septembre 1984.
- J.P. Pallud, *Battle of the Bulge, then and now, Edit. After the Battle*, Londres, 1984.
- R. Hautefeuille, *Constructions spéciales*, Imprimerie J. Bernard, Tourcoing, 1985.
- AMAH, "Maisons-Alfort Mille Ans d'Histoire", Tome II, 1986
- R. Hautefeuille, "Le bombardement de Paris par V2 en septembre, octobre 1944", *Revue historique des Armées, Château de Vincennes - N°1 - 1987*.
- A. Teyssier et R. Hautefeuille, "Recherches scientifique et politique militaire en France - 1945-1958", *Revue historique des Armées, Château de Vincennes, n°175, 1989*.
- J.P. Pallud, *The blitz then and now - May 1941-1945 - September 1944, Édité. After the Battle*, Londres, volume 3, 1990
- L. Grailet, "Le premier V2 opérationnel fut tiré de l'Ardenne", *Bulletin du Cercle d'Histoire et d'Archéologie - Segnia, publié avec l'aide de la Communauté française et de la Région Wallonne, Tome XVIII, Fascicule 4, 1993*.
- J. Duplouch, "La seconde bataille de Londres", dans *Le Figaro*, 8 mai 1995 et G. Mazella di Ciaramma, *Mémoires du Fort de Charenton*, Édité. La Baule, 1995.
- L. Grailet, "Première mondiale pour le V2 sur Paris - Le 8 septembre 1944 à Gouvy en Ardenne belge, Imprimerie George Michiels, Tongeren, Série "V" n°2, 1996.
- O. Huwart, "Du V2 à Véronique : les premières recherches spatiales militaires françaises", *Revue historique des Armées, Château de Vincennes, n°3, 1997*.
- A. Lenormand, "Des V2 à la conquête spatiale", *Bulletin de la Caisse des Dépôts, CDSCOPE, 1998*

Pour les renseignements communiqués, pour les prêts et dons de documents, photographies et objets. Nos sincères remerciements à : Mmes Lavie - Hocquard - Mennequin - Archives municipales, MM. Aurignac - Caffenne - Coulon - Dekker - Dréano - E. Dubois - J. Dubois - Esteve - Fassier - Fouqueau - Galtier - Gibert - Gourlot - Noël - Pourreau - Saouter et à Michèle Aubert pour le travail de reproduction photographique.

DEUX FAITS DE RÉSISTANCE À SAINT-MAUR :

LA GUERRE D'ANDRÉ DE CAYEUX ET LE SAUVETAGE D'ENFANTS D'ORIGINE JUIVE

“La Résistance est une idée qui ne peut pas mourir. On peut tuer ceux qui résistent, il restera toujours des survivants, des témoins, des enfants. L'idée se transmet, inaccessible, puis reparaît, fortifiée par l'épreuve, et bientôt conquérante. La vérité de la Résistance est dans les principes qui l'animent, dans la valeur de ceux qui l'incarnent quand tout paraît perdu, dans un amour de la liberté qui est tout le contraire de l'héroïsme. La Résistance se défie des héros, qui voudraient qu'on choisisse entre la liberté et la mort alors qu'ils ont déjà décidé”.

Deux faits nous ont paru illustrer ce propos de Bertrand Renouvin dans son dernier livre : la guerre d'André de Cayeux et le sauvetage d'enfants d'origine juive. Le Vieux Saint-Maur a publié *Les Orphelins de La Varenne*, récit du sauvetage de ces enfants, et a le projet de publier *Refus de la défaite*, que nous pourrions sous-titrer “mémoires de guerre” d'André de Cayeux.

Tout oppose les deux démarches ; le sauvetage des orphelins de La Varenne a impliqué de nombreux acteurs, restés anonymes pour la plupart. Une longue enquête a été nécessaire, préalablement à la parution de l'ouvrage, qui apparaît comme l'aboutissement d'un travail collectif, accompli cinquante ans après les événements. En revanche, c'est dès son retour à Saint-Maur qu'André de Cayeux rédige ses souvenirs, nous livrant le résultat d'un travail individuel.

La présence d'une importante communauté juive à La Varenne (environ 800 familles aujourd'hui) remonte aux années de l'entre-deux guerres : le petit train de la Bastille permettait une liaison commode entre le quartier parisien du Marais -où les juifs sont déjà nombreux- et La Varenne, où une synagogue est construite dès 1934. A la même époque, choisies à cause du “bon air”, trois maisons accueillent des enfants. Parmi eux, des orphelins. Le nombre de ceux-ci va croître pendant la guerre, en raison des rafles et de leurs conséquences.

Deux à trois cents enfants juifs ont transité par les maisons d'enfants de La Varenne. La plupart ont été conduits en province, certains à l'étranger, et ils ont pu ainsi échapper à la curiosité de l'occupant. Mais 28 d'entre eux ont été raflés dans la nuit du 21 au 22 juillet 1944 : ils ont été conduits le 31 juillet à Auschwitz, d'où ils ne sont pas revenus.

Voilà un très bref résumé de leur histoire. Comment un livre en est-il issu ? Tout d'abord grâce au souvenir. Un souvenir diffus de l'action de l'Abbé MOREL, curé de La Varenne, promoteur du goûter des enfants -dont bénéficièrent aussi des enfants juifs- et organisateur de certains placements d'enfants juifs en dehors de la région parisienne, jugée à juste titre trop risquée.

Et un souvenir plus vivace parmi la Communauté israélite. Parallèlement, depuis une dizaine d'années, celle-ci organise, à l'intention des jeunes générations, une journée annuelle intitulée “Forum de la mémoire”, destinée à faire connaître, à partir du témoignage de survivants, la réalité de la Shoah.

En 1992, au printemps, une plaque rappelant la rafle du 22 juillet 1944 est apposée à l'intérieur du Centre communautaire israélite de La Varenne ; quelques mois plus tard, en automne, le curé de La Varenne de l'époque, l'abbé Philippe Clément, rap-

pelle l'action de son prédécesseur l'abbé Morel, au cours d'une réunion d'amitié judéo-chrétienne. C'est alors que se constitue, par cooptation, le Groupe saint-maurien contre l'Oubli (GSMCO).

Les communautés israélite, protestante et catholique y sont représentées, ainsi que la Ligue des Droits de l'Homme et la Société d'Histoire et d'Archéologie. Diverses personnalités rejoignent le groupe, dont les membres sont, collégialement, auteurs du livre. La composition du groupe, hétéroclite par certains aspects en dépit d'une volonté œcuménique affirmée, a conduit à des tâtonnements et à des débats, parfois vifs ; le résultat est un ouvrage dont de nombreux enseignants vantent les qualités pédagogiques car il mêle l'histoire locale (les témoignages et les documents se rapportant aux orphelins) et l'histoire générale, destinée à éclairer l'histoire locale.

Pour donner une idée du contenu, en voici quelques extraits :

- Cécile Bessis, chaque jour, notait dans son journal, en style télégraphique, les événements dont elle avait connaissance ; son témoignage est irremplaçable sur le plan méthodologique car il est pris sur le vif alors que d'autres témoins font appel à leur seule mémoire :

“ 16 juillet 1942 - La terreur a commencé ce matin à 4 heures pour les Juifs que l'on arrête en masse. De toute part arrivent des échos de scènes poignantes que sont les séparations des mères et des jeunes enfants.”

- Récit de Marthe Laborde : “ Un jour, j'accompagnais des enfants de l'Orphelinat et nous attendions sur le quai de la gare. Je vois soudain une étoile juive tomber par terre de la poche d'un enfant. Je me précipite et pose le pied dessus, avant de la ramasser le plus discrètement possible. Le danger passé, je décide de contrôler toutes les poches. Dans celles d'un petit bonhomme de cinq ans (je ne me souviens plus de son nom) je trouve une serrure et une clé. On m'explique que le petit garçon avait appris que ses parents avaient été embarqués dans un train, et déportés. “Pourquoi ne se sont-ils pas sauvés du train ?” avait-il demandé. Et, de la réponse qui lui avait été donnée, il avait déduit dans sa logique d'enfant que ses parents n'avaient pu se sauver du train parce qu'il était fermé et qu'il n'y avait ni serrure, ni clé³. Alors il avait demandé à un copain plus âgé de démonter une serrure de l'Orphelinat, pour pouvoir se sauver si eux aussi devaient être déportés¹.”

- Albert Szerman raconte qu'il a échappé à la rafle avec un camarade car ils étaient à l'infirmerie. Ils sont ensuite recueillis par Solange et Henri Ardourel, crémiers rue Saint-Hilaire. Ils confient l'un des enfants à une cliente...qui s'empresse de livrer l'enfant aux Allemands. Quant à Albert Szerman, il reste chez les crémiers jusqu'à la Libération ; un oncle vient alors le chercher¹.

Le parcours d'André de Cayeux est moins chaotique. Très éprouvé par la défaite - qu'il refuse- et hanté par le souvenir de son père, il prend la décision de traverser les Pyrénées afin de rejoindre le général de Gaulle.

Mais il ne veut pas handicaper ses élèves du lycée Marcelin-Berthelot qu'il prépare au concours d'entrée à l'École nationale vétérinaire d'Alfort : il termine donc l'année scolaire, non sans avoir soutenu sa thèse de doctorat et avoir obtenu un ordre de mission pour les Pyrénées, sous prétexte de recherches géologiques. Auparavant, il avait fait preuve d'humour (et peut-être de légèreté) en consacrant sa thèse de doctorat de façon provocatrice : les prénoms de ses sept enfants, auxquels l'ouvrage était dédié, étaient disposés de manière à former une croix de Lorraine...

Cet humour, allié à une grande précision dans l'observation, affleure souvent à la lecture de *Refus de la défaite*. Donnons quelques exemples :

- Dans la prison où se trouvent enfermés notre auteur et ses compagnons français se trouvent des Anglais, des Néerlandais, des Polonais et même un Yougoslave. On se montre du doigt un Américain, nouveau venu, très digne. Girardin l'aborde, entame la conversation en anglais et comme l'autre se dit de l'Ohio : "Quelles sont les principales universités de l'Ohio ?"

Réponse évasive et pour cause. Le garçon est français, né à Auteuil...

Parmi ceux qui parlent français, il y a une proportion impressionnante de Canadiens, invariablement originaires du Québec ou de Montréal. Pour mieux justifier leur nationalité -deux précautions valent mieux qu'une- ils affirment s'appeler Jackson, Johnson ou Smith. On les reconnaît à leurs cheveux bruns et à leur très fort accent de Montpellier.

- Voici une histoire de sabre et de goupillon :

Comme l'armée, la religion se mêle à la vie de la prison, mais d'une manière qui offusque les Français et qui éveille, chez le catholique, les plus graves réticences. A son arrivée, on raconte à Girardin une histoire à peine croyable. Il y a deux mois, une messe ayant été célébrée, les quelques Français qui avaient communie avaient été, le lendemain même, mis en liberté ! Naturellement, à la messe suivante, tous les prisonniers, juifs en tête, subitement animés d'une irrésistible dévotion, s'étaient précipités à la Sainte Table. Mais il n'y eut pas de nouvelle libération immédiate⁴. A l'arrivée au Maroc, la musique militaire joue la Marseillaise :

Lorsqu'elle a tonné son dernier accent, eux qui, sous l'Allemand et sous l'Espagnol, l'ont comprimée dans leur poitrine, eux qui, depuis quarante mois, ont retenu leur souffle, à leur tour, lentement, gravement, ils chantent leur Marseillaise. Jamais de leur vie ils n'en ont chanté de plus belle. Depuis deux jours, ils avaient même mis en commun leurs souvenirs et ils avaient réussi à reconstituer les autres couplets, ceux qu'on ne chante jamais. Après le premier couplet, celui qu'on chante toujours, le général a cru que c'était terminé et il s'est retourné pour faire reposer les armes. Mais non ! Cela continuait. Alors il a vite remis la main au képi et il a dû écouter tout le reste, à la file, sans broncher. En somme, une bonne farce faite par des civils à un militaire. Mais une farce qui a dû lui faire bougrement plaisir, au fond.

André de Cayeux et ses compagnons, les sauveteurs des orphelins de La Varenne avaient une valeur en commun : l'espérance.

Écoutons à ce sujet Vladimir Jankélévitch : L'espérance, fleur fragile, est une humble chance blottie dans la région des possibles. Tant qu'on peut remédier à l'irrésistible et ajourner la mort, le devenir reste ouvert sur l'avenir⁵.

BERNARD JAVAUT

Le Vieux Saint-Maur

NOTES

(1) *Bertrand Renouvin, Les Bourgeois du crépuscule, p. 167.*

(2) *Les Orphelins de La Varenne, p. 36.*

(3) *Idem, p. 77.*

(4) *Idem, pp. 120 et 122.*

(5) *cité par Bertrand Renouvin, Les Bourgeois..., p. 168.*

QUAND PASSENT LES CORBEAUX CRÉTEIL (-52 - 1944)

Il a semblé intéressant de montrer, à travers quelques épisodes de l'histoire de Créteil, la merveilleuse survie de ces bourgades de la banlieue parisienne, malgré les tribulations que leur ont valu, pendant vingt siècles, les attaques menées contre la capitale.

LE PREMIER MILLÉNAIRE

La plus ancienne mention du passage de troupes organisées nous est donnée par Jules César dans le "De bello gallico"¹. Sans doute n'y eut-il jamais de camp romain établi sur le tertre du Mèche, ni de temple de Mercure, comme le supposait Quicherat². Mais, il est évident que les quatre légions romaines, commandées par Labienus, ont suivi, à un moment quelconque de leur marche vers Lutèce³, le vieux chemin gaulois qui reliait Melun à la ville forte des Parisii par la rive droite de la Seine. C'était "la route de l'étain" qui passait, dans notre région, par Charenton, Créteil, Bonneuil, Limeil, Yerres, villes dont les toponymes sont pré-latins⁴.

Les siècles suivants restent encore fort nébuleux, mais, à diverses reprises, le terroir de Créteil dut subir le passage de troupes en armes. Les révoltes de paysans, peut-être des Bagaudes⁵, à la fin du III^e siècle, coïncident avec les dates des pièces de monnaie constituant les trésors retrouvés à Créteil, auprès de la ferme des Mèches, en 1972⁶ et surtout à Bonneuil-sur-Marne, en 1965, lors de la création de la cité du Colonel Fabien⁷.

Au cours des IV^e et V^e siècles, les vagues des peuples venus de l'est se répandent dans les campagnes de la Gaule, laissant des souvenirs, assez imprécis de massacres et de destruction⁸.

Plusieurs centaines d'années se sont écoulées quand, au temps des successeurs de Charlemagne, les chroniqueurs font état de nouveaux envahisseurs⁹. Ceux-là viennent par eau, et, plus d'une fois, au cours de ce IX^e siècle tumultueux, les habitants de notre région ont dû guetter avec angoisse l'apparition sur leur rivière des enseignes blanches ornées de l'oiseau noir, au bec ouvert et aux ailes déployées.

Depuis les Pâques de l'année 845, où les Normands mouillent, pour la première fois, devant Paris, les drakkars venus du nord remontent la Seine, pillant, massacrant, souvent brûlant les bourgades qu'ils côtoient. La villa royale de Bonneuil, le bourg libre de Créteil ne durent pas avoir un meilleur sort quand les Normands hivernèrent à l'abbaye Saint-Pierre-des-Fossés (861-862) ainsi qu'au cours de l'interminable siège de Paris (885-887), à l'issue duquel les "chars flottants" remontèrent la Marne et la Seine.

LA FIN DU MOYEN ÂGE, LA GUERRE DE CENT ANS

On comprend que le chapitre de Notre-Dame, devenu seigneur de Créteil, ait fait élever un clocher-donjon au seuil de l'église paroissiale, seul édifice susceptible de servir de refuge aux habitants. On comprend aussi qu'au sommet de la tour aient été sculptées quatre têtes de guetteurs, gardiens symboliques de leurs droits, qui, depuis 900 ans, surveillent les quatre points de l'horizon.

Si, aux XII^e et XIII^e siècles, quelques documents signalent l'existence d'échaufourées dans la plaine ou la présence de bandits dans les forêts d'alentour, il faut attendre la Guerre de Cent Ans pour rencontrer les "gens de guerre". Une agréable légende, rapportée par l'abbé Lebeuf^m, circulait à Créteil au XVIII^e siècle. Le roi Jean, campant dans la plaine, tandis que les Anglais étaient à Ivry, imagina de confier à chacun de ses hommes une sorte de mannequin, dont le casque était surmonté d'une mèche de paille. Ces mèches, allumées de nuit, devaient donner à l'ennemi l'illusion que l'armée de France était deux fois plus importante qu'en réalité. C'était une belle histoire, inventée sans doute au XVII^e siècle.

Le roi Jean II le Bon n'a jamais attendu le combat dans la plaine de Créteil. En 1356, la bataille de Poitiers l'avait rendu prisonnier du roi d'Angleterre et c'est à ce moment seulement que la route de Paris avait été ouverte aux ambitions de son lointain cousin Charles le Mauvais, alors allié des Anglais. Or, la misère était grande et les paysans, à bout de souffrances, s'étaient constitués en bandes -les Jacques- et marchaient vers la capitale où Étienne Marcel et la bourgeoisie s'étaient imposés.

En 1358, le dauphin Charles, soutenu par la noblesse aux États de Vermandois et de Champagne, entreprit de reconquérir sa bonne ville. La Jacquerie fut écrasée. Le pays briard, occupé, dut nourrir et subir l'armée royale, et c'est alors qu'apparaît, pour la première fois peut-être, l'importance stratégique du pont de Charenton qui commande, du côté de l'est, l'accès à Paris par voie fluviale et par voie terrestre. Le dauphin, nous dit Froissart¹¹, tenait les rivières de Marne et de Seine, le ravitaillement de Bourgogne et de Champagne n'arrivait plus et l'on craignait la famine. L'assassinat d'Étienne Marcel hâta le retour de Paris dans le giron royal et chacun fit le compte des dommages encourus.

Les chanoines de Notre-Dame se reconnurent lésés dans leurs seigneuries. Le maire de Créteil, Pierre Mouflart, avait quitté son mandat car il ne pouvait rendre ses comptes¹²; Nicolas Le Maçon, qui lui succéda, devait éprouver les mêmes difficultés¹³ et les chanoines décidèrent d'envoyer des commissaires, afin de savoir "si les revenus de la ferme étaient à ce point diminués en raison des guerres"¹⁴. Les dommages étaient bien réels, et, de plus, le moulin banal avait besoin d'être réparé¹⁵.

En 1367, les réparations faites à Sucy et à Créteil sont achevées¹⁶ et, en 1368, les commissaires du chapitre peuvent affirmer que "les vignes de Créteil sont en grande prospérité"¹⁷.

Dès le début du XV^e siècle, l'insécurité fait sa réapparition dans la banlieue parisienne, au rythme des luttes rivales que se livrent Armagnacs et Bourguignons

alliés des Anglais. S'il n'est signalé aucun fait de guerre particulier à Créteil, il est possible, au hasard des actes, de relever des présences d'étrangers et des conséquences de passages de troupes.

Ainsi, l'appointement de la taille, rédigé en 1399, signale une certaine Jehanne l'Angleche, qui a pignon sur le carrefour de l'Église¹⁸; ainsi, en 1425, l'hôtel de la Tour, au bas de Mesly, fait l'objet d'une confiscation au profit d'un seigneur anglais¹⁹. Peut-être est-ce l'un des Flamands de Jean Sans Peur qui a perdu cette pièce frappée à Liège par Thierry de Horn (1406-1408) et retrouvée au cours d'une fouille en 1996, rue P.F. Avet²⁰. Le terroir offre, alors, de nombreuses friches, car les habitants n'osent s'écarter des murs de leur ville. Le lieu si prospère appelé "les Jardins", au dessus du port, devient, non cultivé, "le Buisson", nom qu'il a conservé depuis. Certaines parcelles de terre font retour au Chapitre, faute de paiement du cens. Les baux de la ferme de Saint-Maur, à Mesly, comportent, encore au milieu du siècle, les clauses concernant les dommages causés aux bâtiments et aux récoltes par "fortune de guerre" ou "passage d'hommes d'armes"²¹.

LA LIGUE DU BIEN PUBLIC

Lors des derniers sursauts du conflit opposant les princes au roi Louis XI, en 1465, Créteil et les villes environnantes connaissent de bien mauvais moments. Charles le Téméraire et ses Bourguignons, installés à Conflans et à Charenton, tiennent la rive droite de la Seine : les ducs de Berry et de Bretagne, logés à Saint-Maur, veillent sur la Marne, et leurs troupes "répandent de grands maux" dans toute la Brie.

L'été s'écoule en escarmouches, coupées de trêves. Le 19 septembre, le roi sort de Paris et, ayant déployé ses forces sur la rive gauche de la Seine, fait publier "la guerre ouverte à plein étendard". Au cours des jours suivants, "les villes de Boissy, Créteil et autres sont rompues, efforcées et pillées" et subissent, aussi bien du fait des Bourguignons que des Français et des Bretons "des maux tels qu'il vaut mieux les taire que les écrire"²².

La trêve "à toujours" intervient le 1er octobre, mais la sécurité met de longues années à revenir dans la banlieue. En 1472, Regnault Viart, laboureur à Créteil, obtient "congié de metre en guernier, en l'ostel de Jehan Bonnery, en la place de Grève VII septiers de blé ou environ et III septiers d'avoine, obstant que les gens de guerre sont de jour en jour par ledit Creteil"²³.

LES TROUBLES CIVILS ET RELIGIEUX DU XVI^e SIÈCLE

Dans la paix et la confiance restaurées, peu à peu, les Cristoliens se reprennent à cultiver leur sol sur la totalité du terroir. La première moitié du XVI^e siècle est une période de grande prospérité pour la ville.

En 1566, un nouveau propriétaire s'installe dans le manoir seigneurial de la rue du

Mèche : il s'agit de Pierre de la Place, premier président en la cour des Aides et intendant du prince de Condé. Cependant, il n'est pas là pour inciter ses coreligionnaires à la modération quand le prince, à la tête des troupes huguenotes, passe dans le pays en direction du pont de Charenton, dont il ne tarde pas à s'emparer.

Les Cristoliens ont tout juste le temps de sceller les reliques des Martyrs²⁴ à l'intérieur du gros mur qui ferme le porche de l'église. Dans le monument, le mobilier et les chartes sont détruits, nous rapporte du Breul, qui ajoute que la croix Taboureau²⁵ et le tombeau, situé auprès d'elle, ont été saccagés²⁶. Dès lors, et jusqu'à la fin du siècle, la campagne parisienne va rester à la merci des mouvements des troupes de l'un et l'autre parti, l'enjeu dans notre secteur étant, naturellement, le pont de Charenton, dont les moulins et la tour de bois font de beaux brasiers.

Les maisons isolées, en particulier les moulins, sont vouées au pillage et leurs occupants ne sont pas respectés²⁷. Dans le village même, les maisons de campagne, possédées par des Parisiens, sont de moins en moins fréquentées en famille : meubles et provisions sont rapatriés à Paris²⁸ et les gardiens de ces maisons n'ont pas fatalement la possibilité de cultiver les parcelles de terre en dépendant ni d'en porter l'éventuelle production dans la capitale. La misère s'installe et s'accroît tandis que la menace s'intensifie contre Paris tenu par la Ligue.

Au cours de l'été 1589, l'armée du roi de Navarre se joint aux forces royales pour investir la capitale. L'assassinat d'Henri III retarde les opérations jusqu'après la Toussaint. Les troupes du nouveau roi vont demeurer à travers la banlieue jusqu'en août 1590 et notre région sera particulièrement meurtrie par la terrible bataille, qui, le 25 avril 1590, livre le pont de Charenton au Béarnais.

Le siège est levé, mais, dans la banlieue, la misère s'est installée. Le registre de la paroisse de Créteil ne mentionne ni mariage ni naissance pendant plusieurs années. Les sergents ont remplacé les soldats et sont "quotidiennement" dans les maisons pour y récupérer en nature les sommes énormes imposées par la guerre. En 1593, pour ne pas avoir à abandonner leur pays, faute de pouvoir payer ce qui leur est demandé, les Cristoliens sont obligés de vendre leur pré commun des Uzelles²⁹.

LA FRONDE

Un demi-siècle plus tard, ce sont les enfants de ces Cristoliens qui se voient contraints de fuir devant les combats.

En février 1649, les princes qui tiennent Paris sortent avec la milice et la bourgeoisie pour occuper le pont de Charenton : il est impératif d'assurer, pour le ravitaillement de la capitale, le passage du convoi de 200 charrettes de blé et de farine qui arrive par la route de Brie. Ils ont vu passer 34 voitures, beaucoup de fugitifs et le troupeau de moutons que conduit le fermier de l'Hôtel-Dieu quand le prince de Condé arrive de Vincennes, à la tête des troupes royales, s'empare du pont et le "rompt".

Les Parisiens espèrent encore car des bateaux sont signalés du côté de l'Arsenal. Ce n'est pas le ravitaillement qui arrive ainsi par voie d'eau, mais des paysans avec leurs meubles. Et bientôt de sombres nouvelles se répandent : pendant trois jours, les hommes de Condé ont séjourné à Maisons et à Créteil ; ils ont saisi le convoi de blé et de farine, se sont servis et avant de gagner Villeneuve-Saint-Georges, ont mis le feu aux "monceaux de farine et de blé" qu'ils ne pouvaient emporter³⁰.

Trois ans plus tard, au mois de juin, le jour de l'octave de la fête du Saint-Sacrement, les troupes du duc de Lorraine, de l'armée du prince de Condé (qui a changé de camp), occupent Créteil : l'église, le presbytère et toutes les maisons sans exception sont visités, pillés et dévastés. Le curé Étienne Peillot de la Garde, honnête frondeur et poète, n'aime guère le "cardinal au rouge chapeau" et très soucieux de "son petit troupeau" lui a fait franchir la rivière dès que les troupes se sont annoncées dans la plaine. Dans un parchemin conservé dans l'enveloppe des Authentiques³¹, Peillot nous a laissé le récit des tristes événements de l'été 1652.

Pendant tout l'été, les troupes campent dans la plaine, du côté de Valenton, mais les incursions sur la colline sont fréquentes et Peillot qui s'est hasardé au village pour réparer le désordre mis dans l'église et placer les Martyrs en sûreté, juge qu'il n'est pas encore temps pour ses ouailles de quitter leur refuge. En octobre, l'armée royale, commandée par Turenne, s'installe au dessus de Villeneuve-Saint-Georges. Les Wurtembourgeois de l'armée de Condé se retranchent à Créteil et détruisent ce que les Lorrains avaient laissé. Le 25 octobre, les Cristoliens rentrent chez eux, ayant perdu cinquante-deux des leurs par famine ou par maladie.

Il faut beaucoup de temps et de travail pour relever les ruines ; des emprunts sont contractés pour restaurer les fermes, le presbytère ; dans la rue des Mèches, au fief de Pontault, Henri Pussort, oncle de Colbert, remplace le vieil hôtel par un château de style moderne. À l'Ormoie, la maison des Gédoyne se voit doter d'une aile nouvelle, mais la famille Mangot ne peut restaurer le manoir seigneurial dont les réparations sont évaluées à plus de 10 000 livres³².

Pendant quelque 150 ans, Créteil n'a pas à subir le passage de troupes étrangères. Cependant, dans la dernière décade du XVIIIe siècle, il voit passer des bandes animées de passions diverses qui s'arrêtent parfois. La déposition de 49 chefs de famille, en 1803, fait état des dégradations commises, vraisemblablement au début de 1794, dans l'église et plus particulièrement dans la crypte³³.

L'INVASION DE 1814

Les guerres de l'époque révolutionnaire et celles de l'Empire avaient porté les opérations ailleurs. La bataille de Waterloo, le 18 juin, ouvre le cœur de la France à l'envahisseur. Les armées coalisées entrent à Paris au début de juillet. Les Russes du général Zagreusky prennent position dans notre région : à Créteil s'installent deux compagnies d'artillerie avec leurs chevaux. Il n'est pas question d'exode, mais de réquisitions : il faut fournir de l'avoine, du fourrage, de la paille pour les

chevaux ; il faut nourrir et loger les occupants dans les maisons.

Chacun a de bonnes raisons pour penser qu'il y a d'autres demeures plus aptes que la sienne à accueillir les visiteurs. M. le curé s'est vu affecter quatre hommes et, étant seul, il ne peut vaquer à leurs nécessités ; il offre de payer leur nourriture à l'auberge et menace de démissionner. Louis Richard, adjoint au maire, s'efforce de faire face aux réquisitions et aux plaintes. Le maire, Louis Hector de Joly, qui réside habituellement à Paris, ne se hasarde pas dans sa commune, mais distille les conseils à son adjoint et multiplie les démarches auprès des autorités³⁴. En juillet, en août, ses lettres de protestation montent jusqu'au préfet : les charges sont excessives, les chevaux russes, malades, risquent de contaminer leurs congénères cristoiliens. Enfin, le 23 août, le comte de Chabrol, préfet de la Seine, informe M. de Joly qu'il a bon espoir d'obtenir du général Zagrewsky, chef d'état-major-général des armées russes, l'éloignement d'une des deux compagnies. Le 27 août, une nouvelle lettre annonce que les ordres sont donnés pour qu'une des deux compagnies reçoive de nouveaux cantonnements.

Au cours des mois suivants, les ordres de réquisitions arriveront de la préfecture pour que le maire mette hommes et voitures à la disposition de l'occupant ; le 29 septembre, six voitures à deux colliers doivent, avec leurs conducteurs, se trouver, le 3 octobre, à 8 heures du matin, place Royale, afin d'aider au transport des bagages du 7e corps d'armée formant la garde royale de Prusse³⁵.

LA GUERRE DE 1870

Septembre-octobre.

Le 1er septembre, le désastre de Sedan ouvre la route de Paris à l'envahisseur. Les habitants des bourgades se trouvant sous le feu des forts encerclant la capitale, sont invités à les évacuer, pour leur propre sécurité autant que pour ne pas gêner les éventuels mouvements des troupes. Le 11 septembre, la municipalité reçoit l'avis que le mont Mesly ne serait pas défendu et l'ordre de faire dresser des barricades dans les rues de la ville³⁶.

Le 17 septembre, les Allemands sont signalés du côté de Villeneuve-Saint-Georges : la mairie est transférée à Paris (rue d'Aboukir), tandis que, le curé nouvellement installé, M. de Kergariou, ancien porte-fanion du maréchal de Saint-Amand à Sébastopol, "se porte en armes sur la route de Choisy à la rencontre de l'envahisseur, en compagnie du garde-champêtre et de quelques anciens gardes nationaux. Il s'en suivit un repli stratégique aussi rapide que prudent³⁷.

Ce sont les Bavaois qui entrent dans Créteil ; ils ne font que passer et se dirigent vers Bonneuil. Le pont de Créteil, comme les autres ponts du voisinage, vient d'être rendu inutilisable par les Français. Ce même jour, la brigade Daudel reçoit l'ordre de faire mouvement pour occuper la crête du mont Mesly avec une mitrailleuse afin que la division d'Exea puisse effectuer une reconnaissance et juger si les approvisionnements entreposés au château du Piple peuvent être ache-

minés sur Paris. Une colonne, commandée par le maréchal-des-logis Cornelis, atteint Créteil dans l'après-midi ; elle trouve le village vide, mais sur la route de Bonneuil signale quelques cavaliers ennemis qu'elle disperse. La route de Choisy est occupée par une colonne d'infanterie et une batterie est mise en position au carrefour. Dans la plaine, une autre batterie a été mise en position en arrière du hameau de Mesly et une autre en avant de Créteil, afin de garantir les flancs du mont. La brigade Daudel a, en effet, reçu l'ordre de faire mouvement pour occuper la crête et y installer une mitrailleuse. Le mont est occupé après combat. Mais, l'ordre de repli est donné du côté français et les Allemands installent aussitôt un avant-poste sur le mont. A 17 heures 30, la brigade d'Exea repasse le pont de Charenton.

Les trente-sept blessés français sont déposés dans l'église avant d'être transportés à Paris par les ambulances internationales qui entrent en action pour la première fois dans notre région. On compte huit tués du côté français et peut-être 58 du côté allemand.

Au cours des semaines suivantes, les Allemands installent des avant-postes au carrefour Pompadour, au hameau de Mesly, au moulin d'amont ; à la faveur des bosquets des bords du Bras du chapitre, ils se glissent dans le cœur du village, déserté de tous ses habitants, visitent les maisons ; ils entassent dans le clocher toutes les chaises de l'église, qui depuis peu remplacent les bancs ; ils y mettent le feu qui embrase le beffroi, en bois, destiné aux cloches. Il devient impossible d'accéder aux oculi d'où l'on pouvait surveiller les alentours.

Les Français ont pris position dans la propriété de l'archevêque de Paris (château des Mèches), d'où ils peuvent surveiller la plaine et le mont. Le garde du trésor de Notre-Dame racontera qu'il faisait partie du 57^e bataillon de Thèbes, logé dans le parc du château : il était chargé de veiller à la porte du mur du parc qui avait été crénelé du côté de Mesly. Il précise que la propriété de l'Ormoye, de l'autre côté de la rue des Mèches, occupée par les Francs Tireurs, a été dévastée, la bibliothèque dispersée, le billard troué³⁸. De leur fait, semble-t-il, la plupart des maisons du village et de la nouvelle villa des Buttes sont pillées.

Le 9 novembre, le convoi d'étrangers et de membres du corps diplomatique qui quitte Paris, est attaqué et dépouillé d'une partie de ses bagages et de ses chevaux puis remis aux Prussiens sur la route entre Créteil et Bonneuil..

COMBATS ET TÉLÉGRAMMES

Du côté d'Alfort, la route est barrée, encombrée d'arbres abattus qui compliquent les déplacements, mais, à partir du 19 novembre, le télégraphe relie Créteil aux forts des environs et annonce la reprise des opérations³⁹. Le premier télégramme, envoyé par le colonel Reille, signale le passage d'une colonne ennemie, d'environ 1 000 hommes avec des canons passant en direction de Choisy à 1 kilomètre de la

ferme des Mèches. Une heure plus tard, le colonel précise qu'il occupe les Mèches et la tranchée, à 100 mètres de là. Quotidiennement, les télégrammes vont se succéder, chaque jour plus nombreux.

Les mouvements des troupes se multiplient, laissant prévoir de sérieux engagements. Le 29 novembre, le 57^e télégramme envoyé de Créteil, à 6 h 15 du soir, annonce à 6 h 20, au général Ribourt, à Vincennes, que le pont est "terminé complètement".

Le combat du Mont Mesly le 30 novembre a été bien souvent décrit ; les dix-huit télégrammes, envoyés ce jour-là de 6 h 25 du matin à 11 h 35 du soir délivrent des informations complémentaires.

- 6 h 25 (matin)- Fichet au colonel Ducrot (redoute de Saint-Maur). "Capitaine Lagoutte a cru devoir modifier la direction et la porter de Bonneuil sur Mont Mesly. Faut-il remettre en état primitif ? Nous allons charger les pièces G. Pourrions nous trouver des plates-formes ?

- 7 h 10- Colonel Le Mans à fort de Charenton et à général Ribourt : "La division Susbielle est arrivée ici vers 5 heures du matin. Elle a commencé son mouvement pour passer la Marne. Je vous tiendrai au courant de sa marche autant que je le pourrai. Cette nuit, du côté de Choisy-le-Roi, on s'est battu vigoureusement d'une heure à 4 heures du matin. Avez-vous des nouvelles du résultat?"

- 8 h 20- Colonel Le Mans à général Ribourt (Vincennes) : "La division Susbielle a achevé de passer le pont entièrement. Elle est massée dans la plaine, derrière la maison que j'occupe. Aussitôt qu'elle se met en mouvement, je vous en avertirai".

- 8 h 55- Colonel Le Mans à colonel Ducrot (Saint-Maur) : "Les ordres sont exécutés. Je l'ai vérifié. J'ai trouvé plates-formes. Attelage arrivé. Tout va bien".

- 9 h 20- Capitaine Laguerre à général Favé (Saint-Maur) : "Les Prussiens défendent pas Mont Mesly, descendus probablement à Mesly et à Bonneuil".

- 9 h 39- Colonel Le Mans : "Les troupes du général Susbielle sont dans les tranchées qui sont devant Mont Mesly. Les tirailleurs vont s'avancer d'un moment à l'autre. Vous en serez averti par le feu des pièces de l'archevêché qui cessera de tirer sur Mont Mesly. Les troupes prussiennes sont massées en arrière de ce point".

- 10 h 10- Colonel Le Mans à colonel Le Berche (fort de Charenton) : "Cessez le tir du fort sur la hauteur. Nos troupes y arrivent".

- 10 h 42- Colonel Le Mans à colonel Le Berche : "Prévenez les batteries de gauche et les canonnières de la Seine qu'elles ne doivent plus tirer. Elles blessent les hommes qui sont sur la hauteur".

- 11 h 37 Général Ribourt à gouverneur de Paris (fort de Rosny) : "La division Susbielle a achevé de passer la Marne à Port de Créteil vers 9 h. Le pont a été aussitôt replié sur les instructions du général Ducrot. 10 h : le mouvement sur le Mont Mesly se poursuit. Le village de Mesly est enlevé sans beaucoup de résistance. L'ennemi semble avoir concentré toutes ses forces derrière les tranchées du mont. Nos troupes montent avec ardeur et gagnent de plus en plus de terrains".

- 1 h 10- Soir- Colonel de Créteil à colonel du fort de Charenton : "Nous battons en retraite vigoureusement. Faites tirer toutes vos pièces sur Mont Mesly. Urgent. Une

batterie prussienne est établie sur le sommet et beaucoup de troupes”.

- 1 h 22 S.- Général Ribourt à commandant du fort de Charenton : “La division Susbielle bat en retraite. Des batteries étaient entre des sables sur le haut du Mont Mesly où de forts détachements sont revenus, soutenus par l’artillerie et suivent tous nos mouvements. Je surveille ces mouvements”.

- 1 h 25 S.- “La division Susbielle bat en retraite. De gros rassemblements d’ennemis se forment sur le haut du Mont Mesly. Faites tirer en surveillant les mouvements et prévenez le général Favé qu’on rétablit le pont”.

- 1 h 32 S.- Général Ribourt au gouverneur de Paris (fort de Rosny) : “Arrivé au sommet du Mont Mesly, le général Susbielle s’est trouvé en face de colonnes prussiennes profondes et de batteries de position qu’il ne pouvait enlever. Il a été obligé de battre en retraite. Il se retire sur Créteil. J’ai ordre du général Favé de rétablir le pont du port de Créteil. Je fais (couvrir) la retraite par les batteries de Charenton et de Gravelle”.

- 1 h 50 S.- Général Susbielle au gouverneur de Paris : “Mesly et Mont Mesly pris avec un entrain remarquable. Ordres attendus, pas reçus. J’ignore la situation du général Ducrot. Pas de directive par conséquent. Des forces considérables venues de Bonneuil et de Chennevières ont repris l’offensive et ont repris la position. Je rallie mes troupes à Créteil. Que faire ? Un de mes généraux blessé (La Charrière), pertes sensibles. Neuf heures de combat.

- 4 h 35 S.- Général Ribourt à général Vinoy, commandant la 3e armée (école d’état-major)⁴⁰ : “Mesly et le mont Mesly enlevés très vigoureusement ce matin par la division Susbielle, mais elle s’est trouvée en face de forces considérables et elle a été obligée de battre en retraite sur Créteil où elle est rentrée vers 2 heures”.

- 4 h 45 S.- Général Ribourt à général Favé (redoute de Saint-Maur) : “Le pont de Port Créteil vient d’être rétabli et le général a fait savoir à la division Susbielle, en ce moment rentrée à Créteil, d’avoir à le passer demain matin pour se porter dans la boucle à hauteur de la ferme du Tremblay. Je ne le fais donc pas replier et si vous n’y voyez pas d’inconvénient, je croirai même utile de le conserver. Les batteries de Créteil n’ont plus de munitions, envoyez nous en de suite”.

- 4 h 48 S.- Général Ribourt au commandant de l’artillerie du fort de Vincennes : “Envoyez d’urgence des munitions pour l’artillerie de position de Créteil et environ soixante coups par pièce et un plus grand nombre d’étoupilles ; toutes les pièces sont de 12, sauf à la batterie de la Patte de chat qui a deux pièces de 24”.

- 6 h 22 S.- Général Ribourt au commandant de la redoute de Gravelle : “Prenez les instructions du général Favé qui reste 60 rue de Paris à Saint-Maur”.

- 6 h.25 S.- Général Ribourt au capitaine d’artillerie Pierre (redoute de la Faisanderie) : “Envoyez à Créteil 1000 coups de 12 au lieu de 600 et 200 étoupilles”.

- 8 h 35 S.- Général Ribourt à fort de Charenton : “Je l’ignore. J’écris au général Favé. Je vais donner des instructions par le télégraphe”.

- 8 h 36 S.- Général Ribourt à général Favé : “Faites savoir par télégraphe au fort de Charenton si les tirs de nuit, prescrits par l’ordre du 25, doivent être continués et

dans quelle direction il faut tirer”.

- 9 h 45 S.- Capitaine Laguerre au commandant du fort de Vincennes : Le général Favé me prévient qu’il a envoyé à Vincennes des voitures pour chercher les munitions dont j’ai besoin. Pouvez-vous télégraphier à la Faisanderie pour savoir si l’on m’a expédié quelque chose et quelle quantité ? Les voitures prendront le complément. Mes pièces sont de 12 siège et de 24 court. J’ai aussi besoin d’étoupilles et de cartouches”.

- 11 h 35 S.- Général Ribourt au gouverneur de Paris (fort de Rosny) : “Tout ce qui existe de munitions à Vincennes est ou va être porté à la Faisanderie au lieu désigné ; il en sera de même de celles demandées à Paris et non encore arrivées. Le général Ducrot est prévenu. Le général Susbielle part demain pour la position qui lui a été assignée et laisse ici trois petits bataillons avec lesquels j’espère assurer l’occupation de Créteil et de Maisons”.

Tout au long de la journée, infirmiers et ambulanciers avaient été présents sur les lieux des combats, s’efforçant d’en arracher les blessés. Le docteur Octave du Mesnil, futur maire de Créteil, qui dirigeait le service médical de l’ambulance de Saint-Maurice et qui intervint lors de l’attaque du Mont Mesly ainsi qu’à Champigny, remarquait avec tristesse que les Prussiens “ne parvenaient décidément pas à reconnaître la croix de Genève et le drapeau blanc des ambulanciers”⁴¹.

En attendant d’être transportés dans les hôpitaux, les blessés étaient déposés dans l’église de Créteil. Tous ne purent être transportés dans la journée et l’abbé Frédéric Itency, aumônier militaire, qui les assistait, écrit : “La nuit fut bien dure aux pauvres blessés couchés sur de misérables matelas trouvés dans les maisons voisines ou même seulement sur des bottes de paille. Le matin venu, des voitures d’ambulance, envoyées de Paris vinrent prendre les malheureux et les conduire aux hôpitaux. Quant aux morts, une grande tranchée fut creusée auprès de l’église et ils y furent déposés après les dernières prières”⁴².

En fait, cette tranchée, où furent déposés 55 soldats français, fut creusée dans le jardin de la grande propriété qui, à l’ombre du clocher, appartenait à la famille du docteur du Mesnil⁴³.

Le 2 décembre, celui-ci écrit à son épouse, réfugiée à La Rochelle : “Votre pauvre Créteil est bien gaspillé ; rien, cependant, n’est détruit, mais l’herbe pousse partout. C’est un pays redevenu français depuis quinze jours et notre maison est devenue le siège de l’état-major du régiment qui campe dans le bois de M. Colombey, dont les murs ont été abattus⁴⁴. Le parc de l’archevêque est orné de deux batteries de position qui tiennent en respect l’ennemi du Mont Mesly qu’on doit évacuer ce matin”. Cette lettre, envoyée par ballon⁴⁵ rassura, peut-être, Madame du Mesnil : il n’y avait plus de combat, mais la ville était encore exposée au pillage.

Depuis le 30 novembre, aucun télégramme n’était parti de Créteil -ou, du moins n’est conservé- jusqu’au 27 janvier 1871, où il est fait mention de l’armistice et des craintes qu’il suscite.

Le dernier télégramme, en date du 29 janvier, est expédié par le colonel Le Mans,

au commandant du 118^e régiment de la Garde nationale : “Le 118^e bataillon quitte son cantonnement aujourd’hui à 10 h.1/2 pour rentrer dans Paris. Il sera remplacé dans la tranchée par le 23^e régiment de chasseurs”.

Dès le début de février, les réfugiés commencent à rentrer chez eux ; la mairie attend la seconde quinzaine de mars pour se réinstaller. Le premier conseil municipal, réuni le 28 de ce mois, fait la liste des destructions ; la mairie, l’école, dans la Grande rue, le presbytère ont été saccagés et pillés ; le clocher, atteint par un obus, tiré trop court de la batterie de Gravelle, penche dangereusement ; le mécanisme de la précieuse horloge, qui rythme la vie quotidienne, a péri dans l’incendie du beffroi ; le pont sur la Marne doit être reconstruit⁴⁶. Il faut des années pour régler ces problèmes communaux, pour réunir les déclarations des citoyens sur les dommages subis, pour assurer aux morts une sépulture dans le cimetière.

Longtemps encore, les tranchées du jardin du Mesnil et les fosses creusées dans les champs de Mesly vont rester occupées⁴⁷. Par arrêtés municipaux des 25 mai et 23 juin 1876, la tombe française, à l’entrée de la grande allée, reçoit 80 soldats⁴⁸. La tombe allemande, au fond de cette même allée, abrite les corps de 109 officiers et soldats⁴⁹. Mais tous les soldats tombés au combat ne sont pas là⁵⁰. Le 27 mai 1894, en souvenir du général de La Charrière et des hommes de sa brigades, morts lors de l’attaque du Mont Mesly, une colonne est érigée sur la route face à la rue de Brie, à l’endroit d’où partit l’assaut⁵¹.

Sous la voûte de la nouvelle école, édiflée en 1874, une plaque avait été placée en hommage aux “enfants de Créteil, morts en combattant pour la France”, sur d’autres champs de bataille. Elle comporte 20 noms⁵².

LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

Au cours des quatre années de ce conflit, Créteil ne fut touché ni par l’invasion ni par les combats. Il participa de multiples façons à l’effort national, et si certains matins de 1918, il était possible de ramasser des éclats d’obus dans les jardins, c’est qu’ils provenaient des batteries de la DCA.

Le Mont Mesly, point stratégique confirmé reçut une batterie avec vocation de participer à la défense de Paris : il inspira une ballade à la plume cahotante du général D⁵³. Deux cantonnements furent installés sur la commune. Les soldats au repos étaient installés dans l’ancienne école des Soeurs, au coin de la rue du Moulin et de la rue de la Recette⁵⁴ où, d’après les cartes postales qu’ils envoyaient, ils s’occupaient “à tuer le temps avant que le temps ne les tue”⁵⁵.

Le second emplacement réquisitionné par l’autorité militaire se situait à l’entrée de la ville, le long de la route nationale, entre l’Echat et le Parc. Ce terrain de 2 ha 83 a 72 ca, appartenant à l’Assistance publique, était exploité en avoine par M. Prieur qui tenait la ferme de la rue des Caillotins. Il y fut installé à partir de l’automne 1915 un casernement pour les troupes du 83^e régiment d’artillerie lourde. Les aménagements pour leur instruction -emplacement des canons renforcés de mâchefer.

tranchées profondes de 1 mètre- causèrent bien des soucis à l'agriculteur quand il récupéra le champ en 1918⁵⁶.

LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Seulement quelques images du Créteil d'alors⁵⁷:

1939.- La défense passive ; les fenêtres ornées de croisillons de papier ; le chef d'îlot sifflant au moindre rai de lumière ; l'essayage tumultueux des masques à gaz dans la chaufferie de l'hôpital intercommunal ; les "saucisses", gonflées chaque soir, s'élevant au dessus des champs.

1940.- Le passage des autobus évacuant les réfugiés du Nord ; l'exode par un matin de juin où le ciel était noir de la fumée des dépôts de carburant qui brûlaient ; le retour dans une ville décomposée et sillonnée de troupes ennemies.

1941.- Le drapeau à croix gammée flottant au balcon du château des Buttes, transformé en Kommandantur ; le martèlement des bottes sur le pavé de la route ; la chanson "Lily Marlène" entonnée dès que la troupe s'approche de la place de l'Église.

1942-1943.- La sauvegarde, en catastrophe, un soir de couvre-feu, des chandeliers de l'église menacés d'être enlevés comme métaux non ferreux ; les journaux clandestins dans les boîtes à lettres ; les grands arbres de la route abattus ; réquisitions et arrestations.

1944.- Les raids aériens ; la forteresse volante explosant et saupoudrant ses débris au-dessus du quartier des Buttes ; le merveilleux spectacle des rubans de phosphore qui, lancés par les avions alliés, descendaient sans bruit dans la nuit ; les bombardements ; la recherche des victimes dans les décombres à la lueur des phares d'une ambulance ; les barricades sur la route, faites de cageots de maraîchers et de lits de fer ; Joséphine-Elisabeth sonnait à pleine volée pour annoncer l'arrivée des chars de la division Leclerc à l'hôtel-de-ville et, un jour de septembre, le long défilé, sur notre route de la division tout entière montant vers l'est.

Est-il possible, même après 50 ans, même sur le plan local, de rendre un compte exact de cette époque ? Ceux qui l'ont vécue sont trop conscients de l'extraordinaire enchevêtrement des événements et du prix du silence. Ceux qui sont venus un peu plus tard ont, peut-être, dans l'euphorie des documents enfin consultables, tendance à ne voir qu'un aspect de la situation. Les historiens d'un futur plus lointain seront, sans doute, plus objectifs, mais ils seront confrontés à des difficultés analogues à celles que nous connaissons lorsqu'il faut se dépouiller du contexte du présent pour essayer de se plonger dans l'atmosphère du passé. L'Histoire aime avoir des secrets.

MADELEINE JURGENS

Les Amis de Créteil.

SOURCES

A.N.= Archives nationales. M.C.= Minutier central.

A.M.Créteil = Archives municipales de Créteil.

A.P. = Archives paroissiales de l'église Saint-Christophe.

NOTES

- 1) J.CESAR, *De bello Gallico*, VIII, 58-62.
- 2) J. QUICHERAT, *Du lieu de la bataille entre Labienus et les Parisiens*, dans *Mélanges d'archéologie et d'histoire*, I (1885), p.207.
- 3) Labienus, à la tête de 4 légions (la Première, la VIIe, la XIIe et la XVe), deux de vétérans et deux de jeunes recrues, suit, à partir de Melun l'une des deux routes (à droite et à gauche de la Seine) conduisant vers Lutèce ; ayant rencontré un marais, il revient à Melun et emprunte l'autre route.
- 4) A. LAMBERT-JOURDAN, *Montjoie Saint-Denis*, C.N.R.S., 1988, p. 25.
- 5) P. GILLON, *La nouvelle histoire de Saint-Maur, Saint-Maur, s.d.*, p. 68-71.
- 6) *Seules deux pièces de monnaie en argent, à l'effigie de Gordien III ont pu être étudiées par J.P.MAURY.*
- 7) J. VARIN, *Bonneuil-sur-Marne, Bonneuil, s.d.*, p. 27.
- 8) *L'épisode de sainte Geneviève défendant Paris contre les Huns est bien connu.*
- 9) ABBON, *Le siège de Paris par les Normands*, traduit par H.WAQUET, Paris, 1942, p.99.
- 10) Abbé LEBEUF, *Histoire de la ville et du diocèse de Paris*, Paris, 1883, t.V, p.19.
- 11) J. FROISSART, *Les Chroniques*, livre I, 2e partie, chap. VIII.
- 12) A.N., LL 106 A, p.187, octobre 1359.
- 13) *Ibid.*, LL 106 A, p.192,1360 (n.st.).
- 14) *Ibid.*, LL 106 A, p. 257,17 juin 1360.
- 15) *Ibid.*, LL 106 A, p. 259, juin 1360 et p.301, novembre 1360.
- 16) *Ibid.*, LL 107, p.188, décembre 1367.
- 17) *Ibid.*, LL 107, 16 février 1368 (n.st.).
- 18) *Ibid.*, S 1128, 1399.
- 19) *A Maisons, la seigneurie voisine du pont de Charenton doit son nom à un certain Alfort.*
- 20) *Rapport de fouilles menées au 37 rue P.F. Avet, en 1996, sous la direction de P. RAFFESTIN.*
- 21) A.N., S 1884 (1), n°4 A, 18 février 1444 (n. st.) et n°3 A, 10 mars 1444 (n. st.).
- 22) J. MAUPOINT, *Journal*, à la date indiquée.
- 23) A.N., Z 1/H 16, fol. 48 v°, 13-14 avril 1472.
- 24) *Il s'agit d'Agoard et d'Agilbert, dont les reliques étaient conservées dans le chœur de l'église et en l'honneur de qui le pape Clément VII avait institué un pèlerinage en 1379.*
- 25) *La croix Taboureau se trouvait auprès de la porte de la ville ouvrant sur le chemin du Port, actuellement avenue de Verdun, à l'aboutissement de la rue P.F.Avet.*
- 26) J. DU BREUL, *Les Antiquitez de la ville de Paris*, 1612, p.1165.
- 27) *Le meunier de Créteil meurt de mort violente en 1568 et quelques années plus tard, la femme d'un marinier haut-marnais, réfugiée au moulin de Charentonneau, y est assassinée par les soldats.*
- 28) *La plupart de ces "Parisiens" sont des ligueurs de bonne conviction comme le drapier Costeblanche, l'un des Seize, dont la famille, très anciennement implantée à Créteil, y possède plusieurs maisons.*
- 29) M. JURGENS, *La grande détresse des manants et habitants de Créteil (1593)*, dans *Le Petit Massueux*, n°44 (1993), p. 10.

- 30) DU BUISSON-AUBENAY, *Journal des guerres civiles (1648-1652)*, Ed. Gustave SAIGE, p.157.
- 31) *L'enveloppe des Authentiques, scellée et conservée avec les reliques des Martyrs, contient plusieurs documents (XVe-XIXe s.) relatifs à leur conservation.*
- 32) M. JURGENS, *Le colombier de Créteil*, Paris, 1970, p. 52.
- 33) *Procès-verbal conservé dans l'enveloppe des Authentiques.*
- 34) A.M., H 4/15, *correspondance de M. de Joly (juillet-août 1815).*
- 35) *Ibid. lettre en date du 29 septembre 1815. M. de Vieilcastel, sous-préfet de Sceaux enverra, en 1817, une circulaire aux maires des communes rurales au sujet des dommages subis (Le Petit Massueux, n°48, 1994, p. 13).*
- 36) A.M., D 1/9, *registre des délibérations du conseil municipal, aux dates indiquées.*
- 37) A.P., E. DAMBRINE, *Notes manuscrites*, p. 472.
- 38) *Peut-être est-ce ce garde national qui grava sur l'écorce de l'un des hêtres blancs de la pelouse, un "Vive la France" encore visible aujourd'hui ?*
- 39) *Seuls les télégrammes expédiés de Créteil interviennent ici. Il y en a 82, envoyés du 19 au 30 novembre 1870 et 4 envoyés les 27 et 28 janvier 1871 (A.N., F90 80/60).*
- 40) *Voir en particulier les écrits du général VINOY.*
- 41) *Extrait d'une brochure consacrée à la vie et à l'oeuvre du Docteur du Mesnil. Cette brochure, rédigée vraisemblablement par le fils du docteur, se trouve dans une collection privée. Nous remercions vivement M. Picard et Mme Sarlabous de nous avoir donné l'autorisation d'y faire référence.*
- 42) A.P., *lettre adressée à l'abbé Dambrine, le 27 janvier 1909.*
- 43) A.M., H 4/15, *enquête de 1873.*
- 44) *Cette lettre est donnée en fac-similé dans la brochure sus mentionnée.*
- 45) *La compagnie des aérostiers, qui assurait le départ des ballons comptait, parmi ses directeurs, Camille Dartois, futur horloger à Créteil.*
- 46) A.M., D 1/9 et D 1/10, *passim.*
- 47) *Ibid., H 4/15. En juillet 1873, Charlotte Eloy, veuve Tréard de Mesly, déclare que, dans son champ, cadastré B, n°211, se trouve un tumulus sur lequel est plantée une croix portant cette inscription "Ici reposent quatorze gardes nationaux de marche". Le docteur du Mesnil se plaint du préjudice causé par la présence des 55 soldats enterrés sur le devant de sa maison.*
- 48) *La tombe des militaires français a été récemment transférée dans le carré militaire.*
- 49) *Le monument des soldats allemands existe toujours.*
- 50) *En 1909, lors de terrassements dans la plaine de Mesly, près des bassins filtrants, il fut retrouvé deux squelettes de soldats français (A.M., H 4/7).*
- 51) *Cette inauguration a donné lieu à une cérémonie militaire relatée dans une brochure rendant hommage au général Ladreit de La Charrière (Collection des Amis de Créteil, don de M. et Mme Evrard).*
- 52) *Lors de la transformation des bâtiments scolaires, cette plaque a été transportée au cimetière communal.*
- 53) *Ce morceau de "poésie" est une réponse à deux ballades écrites en 1899 par des excursionnistes amateurs, aux termes desquelles le Mont Mesly avait été quelque peu égratigné (Le Petit Massueux, n°50 (1995), p.11).*
- 54) *Actuellement rue P.F. Avet*
- 55) *Carte postale (collection privée).*
- 56) A.M., H 4/15, 1918.
- 57) *Ce ne sont que quelques images qui sous-tendent des événements infiniment plus graves dont il ne sera pas parlé ici, pour les raisons exprimées dans un article paru dans CLIO 94, n°8 (1989), "Créteil 1944". Une précieuse documentation sur la Résistance est conservée à la bibliothèque de la Maison du Combattant de Créteil.*